

# ISRAËL BOMBARDE LE LIBAN : LA RANÇON DU SINAI

Les autorités algériennes lorsqu'on évoque ces disparitions, ces enlèvements ? J'ai subi des menaces, des pressions de

surtout des musulmans. Alors, ne me demandez pas trop d'entrer dans les détails : ces hommes, ces femmes risquent

Après-Boumediène pour que le dialogue franco-algérienne reprenne.

mais il a réussi

# France-Soir

disparus en Aporte plainte devant l'O.N.U.

en prison en contact disparus identifié reconnu dont la 21 décembre

Il faudrait parler aussi des cinquante jeunes garçons détenus dans les mines de Miliana, dont on est sans nouvelles. Et des cent hommes et

C'est un dossier à la fois explosif et bouleversant que celui des Français disparus à la fin de la guerre d'Algérie, même si les mots peuvent sembler un peu galvaudés.

Un de hélas ! tous... L'homme de l'O.N.U., dit Me Jacques Miquel, leur avocat. Alors, une équipe de cinq juristes experts internationaux spécialistes des disparitions (le « Groupe de Travail de Genève ») se mettra au travail. Si c'est nécessaire, nous porterons ensuite l'affaire devant la Cour internationale de La Haye.

Un de hélas ! tous... L'homme de l'O.N.U., dit Me Jacques Miquel, leur avocat. Alors, une équipe de cinq juristes experts internationaux spécialistes des disparitions (le « Groupe de Travail de Genève ») se mettra au travail. Si c'est nécessaire, nous porterons ensuite l'affaire devant la Cour internationale de La Haye.

## Les pieds-noirs disparus

Semaine du 23 au 29 avril 1982

N° 59 - 5,00 FF

# SAHARA

Hebdomadaire de Immigration et du Tiers Monde

## « Il y a clandestins au Sahara »

# POURQUOI

# «KON»

# S'ATTACHE

# AUX mines de

# ALGERIENS



TROIS jours après la publication de notre premier article sur les Pieds-Noirs disparus en Algérie en 1962, le moment est venu de faire un premier point.

« J'ai reçu des renseignements de quinze personnes qui m'ont dit qu'elles étaient détenues dans les mines de Miliana, un an après leur départ de France. J'ai demandé l'asile. Le 21 septembre, j'ai quitté l'Algérie en bateau pour Marseille. A jamais, je suis complètement coupé de la communauté musulmane. Je n'ai plus rien à voir avec ce qui était mon pays. Si aujourd'hui je parle, c'est pour un essai de retrouver les survivants du drame algérien, tant Pieds-noirs que musulmans. Il y a encore des camps clandestins dans le Sahara, loin de la population civile, d'où l'évasion est impossible. Ceux qui ont essayé se sont perdus dans le désert. »

FRANCE-SOIR. — Pourquoi avoir attendu vingt ans pour soulever publiquement le problème des disparus ?

Marc LECLAIR. — Nous n'avons pas attendu du tout. Dès 1964, nous avions informé le secrétariat d'Etat aux Affaires algériennes du problème des disparus et des enquêtes que nous avions menées sur les survivants. Nous n'avions pas

seuls échappés à l'amnistie des actes commis à l'occasion des événements survenus en Algérie et perpétrés entre le 19 mars 1962 et le 1er juillet 1962.

F.S. — Pourquoi des pressions sur vous ?

M.L. — C'est le secrétaire par-

Un ancien officier de l'A.L.N. : Nous avons

# Des pieds-noirs sont toujours détenus en Algérie depuis 1962

(1) Association pour la sauvegarde des Familles et Enfants des Disparus (A.S.F.E.D.), 30-32, rue de Vincennes, 93000 Bordeaux. Tél. : (56) 96.78.44.

« Le diable s'en mêle... »

1975 : Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur de l'époque, est saisi du problème des

« Je suis réfugié à l'ambassade de France. J'ai demandé l'asile. Le 21 septembre, j'ai quitté l'Algérie en bateau pour Marseille. A jamais, je suis complètement coupé de la communauté musulmane. Je n'ai plus rien à voir avec ce qui était mon pays. Si aujourd'hui je parle, c'est pour un essai de retrouver les survivants du drame algérien, tant Pieds-noirs que musulmans. Il y a encore des camps clandestins dans le Sahara, loin de la population civile, d'où l'évasion est impossible. Ceux qui ont essayé se sont perdus dans le désert. »

Du côté officiel, l'affaire prend chaque jour plus d'importance. Ainsi, dimanche, le secrétaire d'Etat aux rapatriements de rapatriés.



intox

Des Français détenus en Algérie depuis 20 ans ?

# A QUI VEUT-ON FAIRE «GOBER» ÇA...

## Sécurité et insécurité.

Il faut peut-être partir de réalités toutes simples. Traditionnellement, lorsqu'on parle de sécurité dans ce pays (le mot liberté a disparu : Hasard ? ou nécessité ?), cela sous-tend en général qu'il s'agit d'immigrés, ou à tout le moins d'une partie de cette population qu'on appelle « à problèmes ». Il s'agit de ces jeunes qui refusent, le chômage aidant, d'être la « reproduction de la force de travail », force qu'ont pu être leurs parents à un moment ou un autre.

Du temps de l'euphorie, donc bien avant les cantonales, il s'agissait encore d'idées « généreuses ».

La générosité a dû bien vite « composer » avec la réalité sociale et politique. Les clignotants se sont déjà allumés, il y a quelques temps. Un syndicat policier n'avait pas hésité alors à revenir sur un des plus importants acquis, en suggérant « d'expulser » de nouveau les jeunes immigrés « nés ou ayant grandi en France ». Mais c'est passé inaperçu.

Depuis il y a eu les fameux « dérapages ». Il y a eu la querelle Badinter-Deferre. Le Ministre de l'Intérieur s'était auparavant attaqué avec une violence « inouïe » aux « mauvais immigrés » (par rapport aux supposés « bons ») dans une déclaration - tract distribuée à Marseille.

Cela n'avait pas été relevé par les journaux à l'époque.

Puis, il y a eu la réunion d'un certain nombre de maires de grosses villes avec le premier ministre. Il semble que le débat a tourné autour de la sécurité et qu'il a « dévié » sur l'immigration.

Tous les présents auraient été unanimes à proclamer que les prochaines élections municipales de 1983, vont tourner autour de ces deux thèmes.

Comment faut-il répondre à l'offensive de droite et d'extrême droite ?

C'est avec amertume que certains ont dû souligner que « si on avait accordé le droit de vote aux immigrés », le problème se serait posé autrement aujourd'hui.

La logique du pouvoir n'est pas forcément la logique de l'opposition.

Pour le moment les immigrés ne se sentent pas concernés. Heureusement qu'on est revenu en arrière sur « l'ordre de tirer », ou plutôt sur « l'ordre de tuer » ? Mais le temps des rafles s'annonce dur, d'abord pour les « sans-papiers » et ensuite pour les autres.

Cela n'a pas encore commencé, mais cela est déjà annoncé à Marseille, où pas moins de deux opérations « coup de poing » ont été montées. Près de 1 400 interpellations ont été effectuées et environ mille véhicules ont été contrôlés.

Et sans tomber dans la paranoïa, on ne peut s'empêcher de lier la campagne anti-algérienne de « France-Soir » à l'ambiance anti-immigrée qui continue à sévir dans l'opinion et qui risque de donner lieu à des dérapages inquiétants.

Le changement va-t-il s'opérer dans l'autre sens ? La « Sécurité » des français a toujours rimé avec l'insécurité pour les immigrés. A moins d'un sursaut de dernière heure, les dés semblent bien jetés.

M.A.

## Les salauds !

Intox, désinformation, coucou les revoilà ! Après le coup du Tchad (prétendue intervention lybienne) c'est au tour de l'Algérie, semble-t-il aujourd'hui de faire les frais de ceux qui en France n'arrivent pas à digérer le changement, comme ils n'ont jamais digéré l'indépendance de l'Algérie.

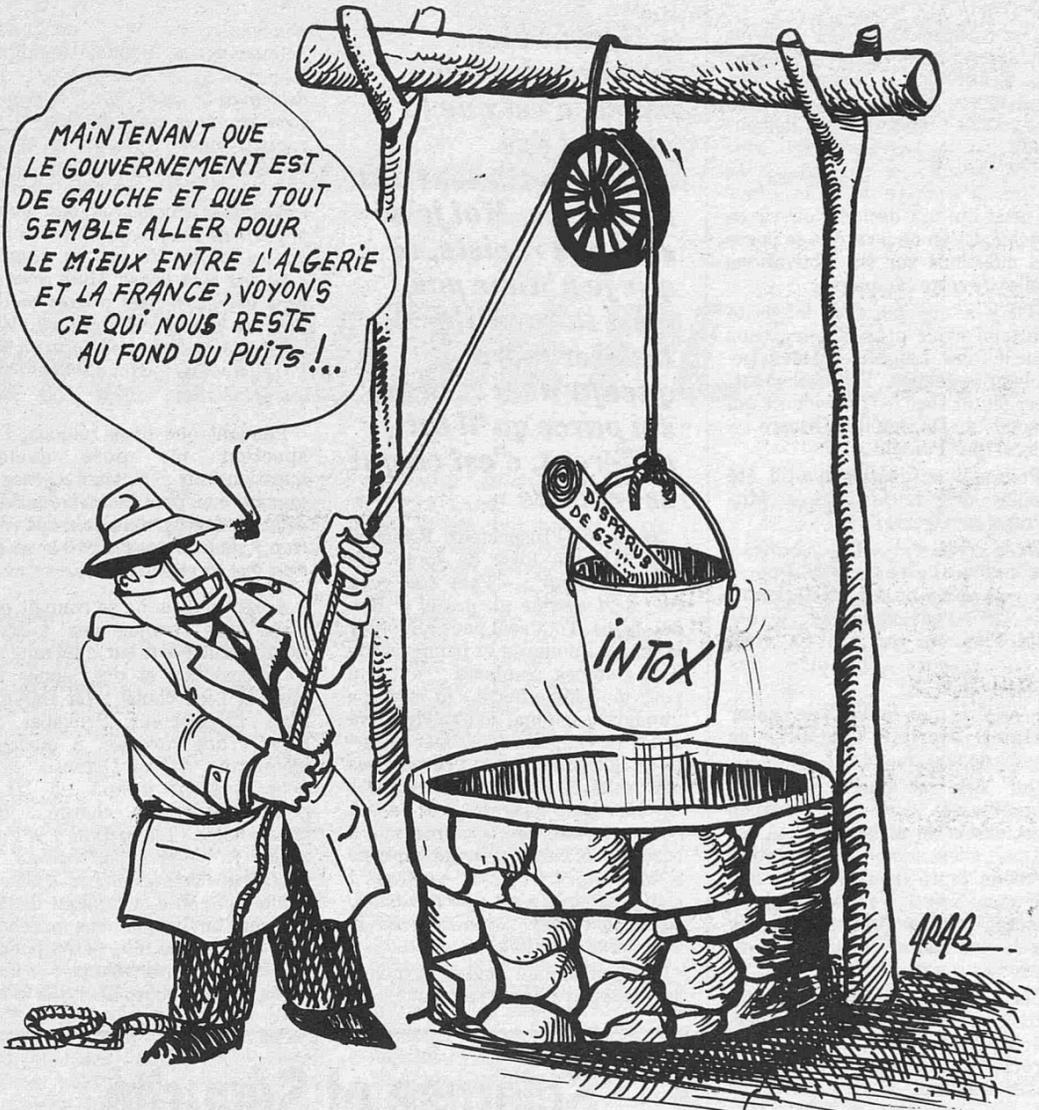
« Plus c'est gros et plus ça passe » la formule de Goebbels fait toujours recette chez les oppositionnels toutes catégories, aidés en cela par une presse qui fait feu de tout bois pourvu qu'on « s'oppose ». Pour ne pas les citer, France-Soir et le Quotidien de Paris pour ne parler que d'eux prennent une lourde responsabilité dans la campagne anti-Algérienne qu'ils viennent d'engager. Car ce ne serait pas la première fois que des immigrés algériens payent de leur vie le déclenchement de campagnes racistes. Les événements

qui suivirent la crise pétrolière entre la France et l'Algérie sont encore présents dans tous les esprits. On peut se demander alors à quel dessein sert une telle campagne ?

Il apparaît clairement maintenant, que certains non seulement cherchent à saboter les relations Franco-Algériennes mais essaient de provoquer des incidents raciaux. Il appartient donc maintenant aux autorités françaises de prendre les mesures qui s'imposent pour prévenir tout acte, qui mettrait en danger la communauté algérienne en France.

Il faut bien se dire une fois pour toute que l'Algérie n'a jamais été « L'Alsace-Lorraine », et ne le sera jamais et que tous ces prosélytes nostalgiques se mettent bien dans la tête que nous ne serons pas leurs « boches ».

Farid Alchoune



## L'hystérie anti-algérienne se remet en marche...

Ça y est, c'est reparti. C'est même

« France-Soir » qui l'annonce à la « Une ». La nouvelle guerre d'Algérie recommence.

Cela s'appelle guerre d'Algérie, car c'est la guerre de l'extrême droite contre les « bougnoules » et les « bicots ». Ce n'est pas la guerre de libération qui reprend, c'est la guerre de toujours qui n'en finit pas, des rescapés, des revanchards de l'OAS sur fond d'angoisse de parents de disparus pendant les événements de mars 62 à juillet 62, c'est à dire entre le cessez-le-feu et l'indépendance de l'Algérie.

Deux remarques sont à faire à ce propos. La première d'ordre juridique indique que l'autorité de l'état français continue jusqu'en juillet 62 et que sa responsabilité

est engagée lors de ces événements, qui sont plutôt des moments de non-droit dans l'Histoire.

Car et c'est la deuxième remarque, comme à la libération de Paris, la libération de l'Algérie a donné lieu à d'inévitables bains de sang, qui n'étaient pas forcément souhaités par les deux parties, (Règlements de comptes des résistants de la dernière heure) mais auxquels il était difficile, voir impossible de s'opposer ou d'y mettre fin.

Alors que reste-t-il ? Il reste que « France-Soir » avance d'après les témoignages d'une association pour la sauvegarde des familles et enfants disparus (ASFED) qu'il existe toujours des camps de détention en Algérie où des centaines voire un millier de « pieds noirs » sont toujours détenus contre leur volonté, et cela depuis vingt ans.

Enorme ! l'Algérie serait un « goulag » depuis vingt ans sans que personne ne le sache, sans que personne n'évoque cette question depuis...

Un témoin algérien M. Areski F. ayant quitté le pays en 1966 présenté dans France Soir du mercredi 21 avril affirme qu'il y a encore des camps au Sahara et qu'il a vu en 62 des français retenus prisonniers. Sur le fait qu'il y ait eu des gens prisonniers, cela est certes possible. Mais cela n'explique pas qu'il y en ait encore vingt ans après. Et là le témoin n'avance rien. Une conviction personnelle ? Une manipulation ?

Dans les deux cas cela ne va pas bien loin. Un autre quotidien qui se dit de Paris avance lui un autre élément, qui aurait convaincu plus d'un que cette affaire repose peut être sur des dossiers secrets ou pour reprendre une formule célèbre « Les cartons du contentieux ».

Ce journal avance que Charles Hernu, actuel ministre de défense aurait abordé cette question avec les autorités algériennes lors du voyage de Mitterrand en Algérie.

Interrogé sur cette information l'attaché de presse du ministre a

intox

## L'hystérie...

répliqué que les journaux se doivent de prendre leurs responsabilités en attribuant à M. Henu des propos qu'il n'a pas tenus.

Cela s'appelle un démenti clair et net qui, vient renforcer le démenti des autorités algériennes qui parlent d'une « histoire de fous ».

Au quai d'Orsay, on rappelait que les « cas soumis n'ont aucun rapport tant par le nombre que par le caractère avec les informations en questions ».

Des informations qui doivent bouleverser des familles entières en France, des familles qui auraient eu des proches disparus pendant cet épisode, qui doivent « croire » et « espérer », qui sont « mobilisables » et qui deviennent de fait la « marge de manoeuvre » de ceux qui ont décidé d'ouvrir ce dossier. Et on ne peut que se poser des questions sur les motivations réelles de cette campagne.

S'il y a une parcelle de vérité pourquoi avoir attendu vingt ans pour le faire. Le gouvernement actuel sur la sellette. Pas seulement, c'est plutôt tous les précédents qui le sont : de De Gaulle à Giscard en passant par Pompidou.

Pourquoi ce dossier n'a-t-il été évoqué lors du voyage de Mitterrand en Algérie !

On a sorti d'abord « l'histoire » des archives cela a donné une petite campagne de manifestation et puis « on » s'est calmé. Il y a eu ensuite l'histoire du gaz. Et voilà qu'on ressort l'histoire des « disparus ».

L'Algérie n'en finit pas de hanter certains esprits. Toujours les mêmes depuis vingt ans.

Que cela se fasse par l'intermédiaire de certaines associations de rapatriés, cela est normal. C'est même leur fonction serait-on tenté de dire. Mais que « France Soir » s'y mette et en rajoute cela ne peut pas s'expliquer par le seul désir de « vendre du papier ».

Certaines mauvaises langues affirment que « France Soir » cherche à avoir accès au marché algérien. Serait-ce une sorte d'avertissement aux autorités ? Cela rentrerait dans le cadre d'une politique précise, mais ce n'est toujours qu'une hypothèse. Et on peut se poser des questions à l'infini. Le rédacteur en chef Thierry Desjardins est absent. Il avait été lié un moment donné au monde arabe. Mais là il s'agit de « spéculations » : Quelles sont les réelles raisons d'absence du rédacteur en chef ? Dissensions ? Ou volonté de ne pas se « salir les mains » ?...

Alors un autre coup pour « rien » ? Non car les motivations politiques vont apparaître plus clairement dans les jours qui viennent.

Le dossier qui sera transmis à l'ONU par M. Miquel donnera peut-être les éléments concrets qui semblent indiquer pour le moment qu'il y a trois personnes « disparues » Guy Langiano, Claude Wnevy et Camille Jourdan.

## Disparues ne veut pas dire détenues !

Alors un peu de retenue aurait permis à tout le monde d'apprécier ces informations et de les mettre en parallèle avec les charniers découverts récemment en Algérie et des deux disparus des deux camps sans faire appel à l'arme traditionnelle des petits nazillons en France : L'hystérie anti-Algérienne et anti-Arabe.

Mejid Ammar

Un flic s'exprime à la Défense :

# « MA LIBERTÉ COMMENCE LA OÙ S'ARRÊTE LA VOTRE »

**« IL faut bien comprendre une chose, c'est que la plupart des délinquants sont des immigrés. Moi je ne suis pas raciste, ce que je n'aime pas, c'est la racaille. Laisser vivre quelqu'un à côté de soi parce qu'il est différent, c'est ça qui est raciste ».**

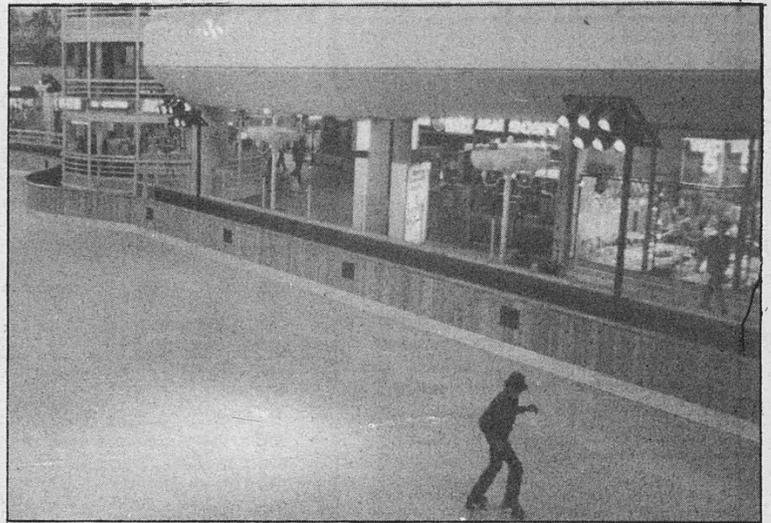
15h30. L'inspecteur Principal C... me toise de toute son épaisseur : « Vous êtes venu tout seul comme un grand ». Ben oui, je dis. Tout seul pour affronter la jungle immigrée et banlieusarde de la Défense, Nanterre : Tout seul pour me confronter à « la mafia » immigrée, comme m'explique l'inspecteur C..., décidé à jouer la carte de la Grande Aventure : « Vous avez entendu parler de la mafia ? Eh bien les immigrés, c'est pareil. Si vous voulez, leurs rapports sont basés sur le même principe que ceux d'une confrérie. S'ils parlent à quelqu'un qui n'est pas des leurs, ils se font tuer. Le silence est de règle dans ce milieu ».

Un peu étonné quand même, je lui demande s'il est vraiment

nécessaire de confondre délinquance et (jeunes) immigrés. Réponse : « La plupart des délinquants sont des immigrés. Ceci dit, je ne suis absolument pas raciste, moi. Je suis prêt au dialogue, à la concertation. Ce que je n'aime pas, c'est la racaille. Ceux qui se droguent et tout. Quand je parle de drogue, je n'ai rien contre les joints. Un peu de « hash », c'est pas bien grave. Mais ceux qui vont détrousser les petites vieilles pour se payer leurs doses !! Vous avez déjà vu une vieille après qu'on l'ait détroussé ? Moi c'est contre ça que je lutte ».

Pendant que nous roulons, l'inspecteur me pose quelques questions sur S.F. Quel « genre de journal » ça peut bien être (« Vous défendez les opprimés, c'est ça votre trip ? Je vais vous montrer ce que c'est que les opprimés ! »).

Après tout on ne se connaît pas. Nous nous sommes mis d'accord pour un entretien, sur le terrain, sur « l'insécurité » et des jeunes immigrés. Lieu choisi : La Défense. Mais l'inspecteur Principal me réserve une surprise. A quelques kilomètres de la Défense, nous nous arrêtons devant un HLM, pour prendre en charge... une jeune noire. Traduction : « Vous voyez, je ne suis pas raciste. Je fréquente même les noirs ». C'est à peu près ce qu'il m'explique dans le parking, tandis que nous marchons vers la sortie, la fille, petite poupee muette, sur nos talons : « Vous savez, je suis moi-même fils d'im-



migrés italiens, je pourrai facilement être raciste. J'ai grandi ici, en France, et mon grand avantage, c'est de me souvenir de ma jeunesse. Nous aussi on sortait en bande en moto, en vélomoteur et on n'aimait pas les emmerdeurs. Mais on n'a jamais eu l'impression d'être persécutés par la Police. Tandis que les jeunes, à présent, ils se plaignent tout le temps. Mais faut être logique, non ? Si vous voulez vous battre contre la société, faut en accepter les conséquences, faut aller jusqu'au bout. Moi je connais des truands qui m'écrivent des lettres d'amitié. Mais les jeunes c'est toujours des victimes, ils sont hargneux ».

Tandis que nous arrivons au premier étage de la Défense, il m'explique comment, selon lui, les jeunes immigrés en arrivent à la délinquance : « Je crois que la France est un pays où on peut faire son trou et vivre tranquille. Regardez moi par exemple, fils d'immigré, si je suis arrivé là où j'en suis (!), c'est parce que j'ai bossé. J'ai passé mes bacs tout seul et tout. La France est un pays de liberté où on peut arriver à ce qu'on veut, à condition de le vouloir. Et si les immigrés, au lieu d'aller vivre dans les banlieues pour économiser et s'acheter de belles bagnoles ne gaspilleraient pas leur fric, ils pourraient éviter la délinquance ».

Je crois que le problème de fond, c'est qu'il y en a qui veulent se tenir tranquilles et d'autre pas. Regardez-là, dit-il en désignant la noire, elle travaille, elle a une vie tranquille, elle ne demande rien à personne. Aucun flic ne l'embête et c'est une immigrée comme les autres ». Je demande innocemment « D'où vient-elle ? » Réponse : « Heu... de la Guadeloupe ».

Nous nous asseyons à la table d'un café qualifié « d'intéressant » par l'inspecteur, qui attaque : « Le problème avec eux c'est qu'on ne les comprend pas ». Mais pourquoi chercher à les comprendre, je demande ? Ne peut-on pas les laisser vivre leur vie ? « Laisser vivre quelqu'un de différent à côté de soi c'est ça le racisme ».

L'inspecteur C... entreprend ensuite de me faire peur et de m'expliquer ce que c'est exactement que « l'insécurité des français ». « Regardez ces jeunes, dit-il en désignant une dizaine d'adolescents entre dix et seize ans. « Vous pouvez être sûrs qu'en ce moment ils préparent quelque chose ». Ils n'en ont pourtant pas l'air. « C'est justement pour ça ». Ah bon.

« Vous souriez parce que vous êtes jeunes, il ne vous est jamais rien arrivé. Mais si vous aviez été cambriolé, vous comprendriez ce que c'est que l'angoisse. Ce sentiment que votre tanière a été violée. Voilà, c'est comme un viol. Je connais un juge qui pensait un peu comme vous, les grandes idées, les opprimés etc (??). Depuis qu'il s'est fait tabasser par trois loubards, il a changé. Il a perdu sa carapace ».

« Carapace », « tanière », décidément, c'est la guerre. Je fais dévier la discussion sur la loi Peyrefitte et les déclarations de Deferre (l'entretien s'est déroulé le lendemain des déclarations du ministre de l'intérieur). « Que vous dire ? La loi Liberté et Sécurité n'a jamais été appliquée, elle n'était que théorique. Et puis elle donnait encore six heures à l'interpellé pour prouver son identité, ce qui est une belle connerie. Quant à Gaston Deferre, il dit n'importe quoi. Tirer à vue n'est pas légal. Si je tire et que je comparais devant un juge, je répondrai que j'obéis à mon ministre, j'écoperai quand même ».

Et si les déclarations de Deferre devaient s'élaborer en projet de loi, cela satisfèrait-il les policiers ? Soutiendraient-ils ? « Nous n'avons ni à soutenir, ni à désavouer mais à obéir. Un flic est là pour faire appliquer la loi, pas pour penser. Un flic qui pense, c'est une antithèse ». Je n'aurai pas osé.

En guise de conclusion, « ce merveilleux lapsus « Ce que les immigrés ne comprennent pas, c'est que ma liberté commence là où s'arrête celle des autres ».

On ne saurait mieux dire.

Propos recueillis par Mar Weitzmann

## Sclérose et Sécurité

Une bombe explose dans le Capitole ; c'est Carlos, donc Khadafi, donc les arabes. Un responsable du Mossad se fait assassiner, c'est l'OLP, donc les arabes. On découvre un stock d'armes dans le XXème, le principal responsable est un arabe. Dans le même temps, la campagne de presse se déclenche : le terrorisme international ressurgit, s'exclame Gérard de Villiers, vaillant défenseur des valeurs occidentales, dans un long article de Match où il explique le plan terroriste pour 82. Dans le matin, Bernard Henry-Lévy, obnubilé par la question israélienne, accuse l'occident de parti-pris en faveur des Palestiniens à qui on donnera bientôt, si cela continue, la paternité des Tables de Lois. Suspense, va-t-on laisser la « vieille raison philosophante » occidentale se laisser submerger par le fanatisme arabe ?

Le laxisme de l'occident est combattu par ceux là même qui prêchaient, en 68, la révolte contre des valeurs sclérosées.

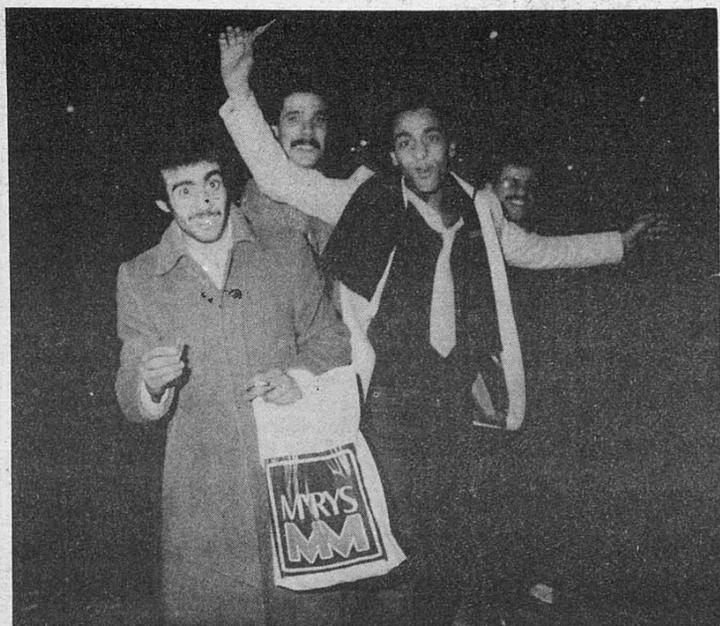
Laxisme aussi sur le territoire national, avec la délinquance. L'ennemi intérieur est partout, qu'il porte le Keffieh ou le blouson de cuir du loubard de banlieue. Et Mauroy d'annoncer

le report de l'abrogation de la loi Peyrefitte, en raison « de la recrudescence de violence » qui s'abat sur le pays. Et Deferre de sortir ses fameuses déclarations, selon lesquelles les policiers doivent pouvoir tirer à vue, et les contrôles d'identité être plus fréquents. Selon lesquels la sécurité doit être renforcée. Et France-Soir de titrer sur de prétendus disparus en Algérie. Les français disparaissent ! Les Arabes surgissent ! Khomeiny et Arafat sont à la porte !

Et si tout cela était lié ? Quelle est-elle donc, cette insécurité qui pèse sur l'Occident ?

Les valeurs mises en causes dans les années soixante et soixante-dix sont reconstituées par ceux là même qui étaient les plus acharnés à les détruire ; BHL était sur les barricades de 68, qui soutient à présent un régime impérialiste et le P.S. vouait aux oubliettes la loi qu'il hésite aujourd'hui à abroger. Comme si au moment de faire le pas, à l'instant de passer à l'acte une dernière hésitation remettait en cause tous les espoirs. Définitivement ?

M.W.



## Insécurité à Argenteuil

# JE T'AIME, MOI NON PLUS...

**La cité Montigny à Argenteuil, banlieue parisienne.**

**Une cité de transit comme beaucoup d'autres, faite pour durer cinq ans et qui en est à sa douzième année d'existence.**

« La Cité des Peaux-Rouges », comme on l'appelle, repérée par la Police et les habitants des pavillons alentours. Encerclée par les terrains vagues, le chemin de fer et la prison. Isolée de tout. En état d'alerte perpétuelle depuis Pâques, depuis que le gardien de la Cité s'est fait cambrioler.

Retranché dans sa cage d'escalier, M<sup>r</sup> Paille, le gardien de la Cité, observe avec circonspection les allées et venues des « Peaux Rouges ». John Wayne banlieusard, le sourire viril teinté d'une indulgente ironie, monsieur Paille a les idées larges : « Ils ne sont pas méchants, non, on ne peut pas dire. Mais ils sont trop nombreux, quoi, c'est ça ». Pour ajouter aussitôt : « Vous savez, tous les habitants des pavillons autour, ils sont armés. Ils se méfient ».

Monsieur Paille a le visage parfaite. ment couperosé de l'alcoolique bon teint. Les gamins de la Cité m'avaient averti : S'il n'est pas dans sa loge, il ne peut être qu'au tonneau ». Il faut dire à sa décharge que le bistrot constitue la seule attraction aux kilomètres alentours pour cette cité de transit construite en 1970 par LOGIREP une filiale de la Sonacotra. Au départ prévue pour une durée de cinq ans, on a regroupé là les communautés algériennes des bidonvilles d'Argenteuil. Elles n'en ont pas bougé dans leur grosse majorité. Pourtant, jusqu'en 74, le relogement s'effectuait à peu près, dans les HLM d'Argenteuil.

Mais dès cette année-là, la municipalité communiste, invoquant le seuil de tolérance, bloque le relogement. Une famille

immigrée ne pourra plus remplacer une famille française aux HLM d'Argenteuil. Les Algériens de la Cité Montigny devront aller voir ailleurs, ce qu'ils refusent bien entendu. Pourtant, explique l'un des rares tunisiens de la Cité, « foutre le camp de la cité, je ne demande que ça. Mais je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas vivre à Argenteuil ». Entre 76 et 77, se crée un premier syndicat de locataires, afin de protester contre l'augmentation des loyers et la détérioration des conditions d'habitat : il y a déjà deux ans que la cité ne devrait plus exister. L'année suivante, le syndicat donne naissance à un Comité de locataires. Les grèves de loyers se succèdent. Aujourd'hui, selon monsieur Paille, « il n'y a pas plus de douze familles qui me paient leur loyer. Les autres, s'il y en a, vont payer directement à ceux-là d'en face ».

« Ceux-là d'en face », que le gardien me désigne d'un coup de tête rageur, c'est l'association du quartier, dont les animateurs sont, un peu, à l'origine de la création du comité de locataires. Pour monsieur Paille, c'est du pareil au même : « des français qui s'occupent des algériens ! Je ne suis pas raciste, mais quand même ».

« Nous tentons une action principalement au niveau des jeunes, explique un animateur. Il faut dire que plus de la moitié des habitants de la cité ont moins de vingt ans, ici. Et la plupart sont au chômage. Petit à petit, nous avons axé notre action sur le problème de l'emploi, qui est le gros facteur de la petite délinquance. Mais en réalité, la réputation de cette cité n'est absolument pas justifiée. On y rencontre plutôt moins de délinquance qu'ailleurs. »

« Jusqu'à l'année dernière, en tout cas, où les relations avec le gardien se sont franchement détériorées ».

« Je suis aimé, ici, explique Monsieur Paille. Ils m'invitent à leurs fêtes, à leurs couscous, à leurs mariages et tout. On se comprend ». Toujours est-il que, selon certaines rumeurs, M<sup>r</sup> Paille aurait la délicate habitude de confisquer le courrier des locataires avec qui il est en bisbille. « Et ça lui arrive souvent, vu qu'il est toujours saoul. Il s'engeule avec tout le monde », explique un jeune. A tel point que le

facteur, pris à parti par un locataire non averti, a un beau jour décidé de ne plus remettre les pieds dans la Cité. Depuis ce jour, plus de courrier.

« On essaie de faire monter la tension ici, expliquent les animateurs. Les jeunes sont au chômage, ils ne savent pas quoi faire de leurs journées, et en plus, le gardien les asticote, appelle les flics pour un oui ou pour un non. Bien sûr qu'il y a quelques vols à droite à gauche, mais rien de bien méchant ».

Selon le gardien, « on trouve des vélos et des motos volées dans les caves à ne savoir qu'en faire. Nous on sait bien qui c'est, mais on ne dit rien. La Police sait bien à qui s'adresser ».

Les altercations avec la police se sont faites de plus en plus violentes, depuis quelques mois. Début août, trois gamins ont le malheur de jeter des cailloux en direction d'une voiture en patrouille. Les policiers descendent, courent les enfants, tombent par hasard sur un adolescent et « le corrigent » pour faire un exemple. « L'ado » ira digérer sa leçon à l'hôpital. Une autre fois, appelés par le gardien, selon les jeunes, plusieurs estaffet-

tes font irruption et les flics montent la garde toute l'après-midi dans la cité, mitraille au poing. Il faut dire que l'arrivée des français de « cas sociaux » (sic) comme on les appelle n'a rien arrangé. Minoritaires, les français n'en ont pas moins imposé un climat de racisme, en envoyant leurs enfants dans des écoles privées, par exemple, pour éviter la fréquentation des jeunes algériens.

Mais « l'état d'alerte » n'a vraiment été déclaré qu'après le cambriolage, à Noël dernier du monsieur Paille lui-même. « C'est fini, dit-il. J'ai été sympa avec eux et voilà comment ils me remercient. Maintenant, si j'en prends un à faire une connerie, il déguste ». Trois jours après le cambriolage, la police a organisé une véritable rafle, à 5 heures du matin. Flics armés sur les toits, portes forcées, jeunes embarqués au commissariat, le tout sans mandat. Madame Djedai raconte : « Ils sont rentrés et ils ont commencé à taper sur mon fils. Quand mon mari a vu ça, il a frappé un flic alors il y a eu une bagarre générale, on ne comprenait plus rien, la minuterie s'était éteinte. Depuis ce jour-là, on ne vit plus. Je sais bien que s'ils prennent mon mari tout seul, ils l'embarqueront ».

Les jeunes, selon l'avis de tous, sont les grands responsables de l'insécurité : « les adultes ça va, explique le gardien, on peut discuter. Mais les jeunes, on ne sait pas ce qu'ils veulent. Ils traînent, ils jouent les casseurs. Un immigré renchérit : « Moi, je ne suis pas d'accord avec LOGIREP, j'ai même fondé le premier syndicat de locataires, mais je vais vous dire : je suis en France depuis 26 ans, je connais bien, je travaille. J'ai toujours travaillé. Mais les jeunes, les algériens en particulier, on ne sait pas ce qu'ils veulent. Pourquoi ils sont en France ? Pour faire le bordel ? S'ils ne veulent pas travailler, il n'y a qu'à les renvoyer chez eux. Moi, je suis content que Mitterrand soit passé mais quand-même, il faut reconnaître : le gouvernement est trop bon ».

M.W.

**La semaine prochaine : les jeunes parlent.**



## Renault-Flins : Durcissement de la panique.

Le conflit se durcit à Renault-Flins où la direction avait pourtant levé le lock-out dès le 14 avril. Les négociations direction-syndicat démarraient le lendemain jeudi puisque, selon la direction, « le fonctionnement général de l'usine était redevenu normal ». Pas pour longtemps. Dès le jour suivant, les OS reprenaient la grève et bloquaient l'atelier automatisé des R18, malgré les appels au calme réitérés des syndicats. « Les caristes ont gagné en bloquant les chaînes. Nous gagnons de la même façon », tel était le mot d'ordre du Comité de grève, créé le jour même à l'instigation des grévistes non-syndiqués. Les négociations étaient à nouveau bloquées.

Le fameux « test » semble en train de tourner à l'épreuve de force. Les syndicats, dépassés par une base qu'ils ont du mal à cerner, ne savent plus à quel saint se vouer, d'où la volonté de la CGT de saisir la direction nationale de Renault. Du fait de l'engin syndical, les durcissements de conflits ne sont pas nouveaux à Renault. Ce qui l'est, en revanche, c'est la volonté des syndicats de jouer sur le changement : l'après 10 mai, devrait se traduire par une plus grande mobilisation de la base et une moindre combattivité de la direction. De fait, une bonne part de l'argumentation syndicale, celle de la CGT en particulier, est basée sur le changement et ses conséquences.

« C'est vous qui avez renvoyé la droite, le 10 mai », haranguait un cégétiste mardi 14 avril. Conclusion, à présent, appliquons le changement, négociations. Seulement voilà : les immigrés à qui il s'adressait ce jour-là, et qui forment la très grosse majorité des OS, n'ont pas le droit de vote.

Jusqu'à quel point les immigrés peuvent-ils se sentir concernés par l'argumentation syndicaliste traditionnelle ? C'est bien cette question que pose, de façon très concrète, la grève sauvage qui a bloqué, vendredi, les négociations entreprises. **Marc Weitzmann.**

Note du GISTI sur les sans-papiers

## A QUAND LA VRAIE REGULARISATION ?

Le bilan officiel de l'opération-régularisation fait apparaître, au 31 janvier 1982, 140 000 dossiers déposés en 6 mois.

Ce chiffre est de loin inférieur aux estimations des 300 000 irréguliers, annoncés par le Gouvernement lui-même (interview de M. Autain. Le Monde du 29 août 1981).

Le caractère particulièrement restrictif des critères imposés aux sans-papiers, malgré des aménagements successifs, n'a pu permettre de prendre en compte de nombreuses catégories d'irréguliers.

De plus, l'insuffisante publicité faite auprès des intéressés, mais aussi auprès d'un personnel d'accueil souvent débordé et confronté à des instructions changeantes, était forcément préjudiciable au bon déroulement de la procédure.

Ainsi, huit mois après les premiers dépôts de dossiers, la procédure de régularisation s'éternise ; et de prorogation en prorogation, l'APS (Autorisation Provisoire de Séjour) risque de devoir se prolonger au-delà de 12 mois, ce qui est la durée normale de validité de la 1ère carte de séjour (du moins pour les nationalités autres qu'algérien...e). Si bien qu'en fin de compte, on se demande s'il n'eût pas été plus avisé de délivrer tout de suite une carte de séjour et de travail valable un an, qui aurait eu l'avantage, outre d'alléger la procédure, de garantir aux « sans-papiers » une certaine sécurité pour rechercher ou régulariser un emploi.

Ainsi également, la précarité dont on voulait préserver les « sans-papiers » est, de fait, instituée pour la grande majorité d'entre eux : l'APS qu'ils détiennent comme unique titre ne permet pas de trouver du travail, la plupart des employeurs refusant toute embauche avec un titre provisoire.

L'inscription à l'ANPE, qui serait pour eux le seul moyen de bénéficier de la couverture sociale, leur est abusivement refusée.

Enfin, tous les actes de la vie quotidienne, tels que retrait d'un mandat-poste, ouverture d'un compte bancaire etc..., sont rendus pratiquement impossibles, malgré les consignes de prorogation d'office données par le Gouvernement, à l'échéance des premières APS délivrées.

De surcroît, des secteurs entiers de « sans-papiers » sont laissés pour compte (artisans, marchands ambulants, handicapés, femmes seules avec enfants...) faute d'instructions précises adaptées à leurs situations.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que plusieurs groupes et associations de travailleurs immigrés, à Paris comme en Province, refusant cette précarité, cherchent, par diverses actions (manifestations, occupations de locaux administratifs, grèves de la faim, etc.) à alerter l'opinion publique afin qu'une solution juste soit trouvée à leur situation.

C'est pourquoi le GISTI

s'inquiète à juste titre de la tournure prise par la procédure de régularisation qui, contrairement aux intentions affirmées du Gouvernement, risque de conduire ou de maintenir certains étrangers - parfois résidents de longue date en France - dans une totale insécurité.

On peut déjà en dénombrer plusieurs catégories :

1) Les « sans-papiers » non informés des conditions de régularisation, ou parfois, mal renseignés par l'Administration, et qui se sont trouvés, après le 15 janvier 1982, purement et simplement hors-délai.

2) Les « Sans-papiers » dont les dossiers ont été rejetés lors d'une première tentative de dépôt, mais à qui les aménagements ultérieurs auraient permis plus tard de prétendre à la régularisation. Faute d'information, beaucoup n'ont pu le faire.

3) Les salariés, licenciés en cours de régularisation qui, conformément à l'instruction complémentaire du 30 novembre, conservent le bénéfice de la régularisation, mais ne peuvent, avec une APS, ni trouver du travail, ni faire valoir leurs droits à l'ANPE.]

4) Enfin, tous les marchands ambulants ou artisans, qui n'ont encore ni titre de séjour, ni titre de

faute d'instructions précises manifestement inférieur aux prévisions initiales.

Dans ce domaine de la politique de l'immigration comme dans d'autres, il est important que la volonté du Gouvernement, maintes fois affirmée, de « prendre le contrepied de la politique précédente », soit poursuivie jusqu'au bout.

Et pour ce faire, il nous apparaît dans l'immédiat indispensable :

1) de délivrer une carte de séjour et de travail à tous les « sans-papiers » qui ont déposé un dossier.

2) d'autoriser l'inscription automatique à l'ANPE, de tous les « sans-papiers » régularisés, afin qu'ils puissent bénéficier du droit à la Sécurité Sociale.

3) de publier rapidement des instructions permettant de régulariser la situation des « sans-papiers » jusqu'ici exclus du champ de la circulaire du 11 août 1981, et notamment les marchands ambulants.

4) d'ouvrir des guichets spéciaux de régularisation pour recevoir les dossiers de tous les « sans-papiers » laissés pour compte (« sans-papiers » non informés ou mal informés des délais, ou rejetés lors d'un 1er dépôt).

5) de pourvoir en personnels suffisants et bien formés, les services d'accueil des étrangers, eu égard au surplus de travail occasionné par l'opération régularisation.

Le GISTI considère que l'application de ces mesures est indispensable à une bonne issue de la régularisation. En effet, cette opération, qui est la première initiative d'envergure engagée par le Gouvernement dans le sens d'une orientation nouvelle de la politique de l'immigration, ne peut courir le risque de sombrer dans l'impasse, sans préjudice grave pour nombre d'étrangers, et sur-



« Sans-papiers » prenant la pause.

commerçant à opposer aux contrôles renforcés de la police, et sont de fait, condamnés à cesser toute activité.

Certes, les adversaires de la régularisation ne manqueront pas d'invoquer l'incidence qu'elle peut avoir sur les statistiques du chômage, pour inciter à plus de restrictions. Mais il serait aberrant que le Gouvernement qui s'apprêtait à régulariser 300 000 « sans-papiers », en ayant bien prévu toutes les conséquences économiques que cela suppose, recule maintenant devant un chif-

frage tout à l'heure où l'opinion publique la considère comme déjà positivement réalisée.

Du reste, pour importante qu'elle soit, elle reste une opération marginale par rapport aux autres préoccupations de l'ensemble de la population étrangère qui, elle, est régulière et stable, et attend légitimement des transformations fondamentales dans ses droits et ses conditions de vie (logement, droits politiques et sociaux, etc...).

Elle ne doit donc pas être l'arbre qui cache la forêt.

Paris, le 2 avril 1982

## Club Méditerranée :

Les migrants

ne veulent pas s'envoler.

Depuis vendredi 17 avril, 90 travailleurs du village de Tignes en Savoie, sont à nouveau en grève. Une grève qui se poursuit dans des conditions difficiles pour un mouvement « éclaté », suite à la fermeture saisonnière des autres villages. Selon le délégué du personnel,

avantages ou les désavantages de ce statut, d'un point de vue salarial. « Nous avons nous-mêmes soumis ce dossier à des juristes, déclare Monsieur Trigano. Si nous avons lésé nos travailleurs, soyez assurés que nous les rembourserons. D'après moi, c'est le contraire. Ils gagnent 200 à 300 francs de plus par



Chambre d'un « gentil immigré » du club.

Maurice Bergeron, la direction utiliserait un litige à propos d'une prime de 200 francs qu'elle ne veut pas accorder. En réalité, ce point bloque la signature de l'ensemble du protocole portant sur les garanties d'emploi et les salaires minimaux.

De fait, cette prime de 200 francs n'est pas le seul sujet de désaccord. La poursuite du mouvement est également liée aux revendications pour la permanisation de 147 travailleurs dont les dossiers ont été rejetés par la Commission Départementale. A ce sujet, la M.T.I. organise avec les travailleurs des villages d'Avoriaz, une manifestation devant le Ministère, mercredi 27 avril à 17 heures.

Suite à cette grève, le Club aurait décidé de fermer le village de Tignes. Selon Monsieur Trigano, le litige porterait uniquement sur la prime. Rappelons que les travailleurs du Club ont un statut industriel et non touristique. Actuellement des experts commandités par la C.F.D.T. étudient les

mois grâce à ce statut. Dans ces conditions, je ne vois pas pourquoi, j'accorderais en plus une prime de 200 francs. Prime que je n'ai jamais acceptée au cours des négociations ».

Sur les autres points, Monsieur Trigano approuve le document. Les négociations n'en restent pas moins actuellement au point mort. Seules, les conclusions des experts débloquent peut-être la situation. Reste le problème de ces 147 dossiers que le gouvernement ne veut absolument pas accepter. « J'ai pourtant insisté auprès des instances gouvernementales affirme M. Trigano. Cela, malgré mon désaccord avec le principe même de l'immigration, car je suis pour la libre circulation des gens. Pas pour l'exil. Chacun doit garder ses attaches avec son pays. C'est sur ce système de rotation qu'est fondée la philosophie du Club ».

Aux travailleurs toutefois de décider s'ils se sentent plus libres en tant que « qu'immigrés » qu'en tant que « migrants ».

Fabienne Messica

## Prouesses de papiers pour les grévistes de la faim.

Les quarante marchands ambulants, maghrébins et égyptiens en grève de la faim depuis le 17 mars à Paris ont suspendu leur mouvement le jeudi 16 avril, après que les vingt dossiers examinés par les autorités aient reçu une promesse de régularisation. Le mercredi 14 avril, une centaine de manifestants s'étaient rassemblés devant le Ministère de la Solidarité Nationale pour soutenir les grévistes de la faim.

Les vingt dossiers examinés avaient été présentés par les grévistes pour servir de test. Les dossiers restant, près de six cents, seront examinés dans les semaines qui viennent. « Pour l'instant, nous sommes satisfaits déclarent les grévistes, et nous espérons que le gouvernement tiendra ses promesses, sans que nous ayons besoin de grève pour revendiquer nos droits »

Nicolas Silata

Que se passe-t-il à la mairie de Saint-Denis

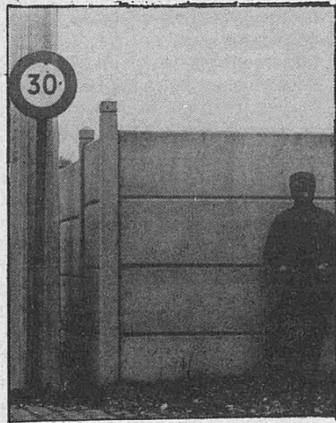
# DES TEMOIGNAGES ACCABLANTS

**Municipalité communiste de Saint Denis, service voirie : Bilan de quelques années d'activités : Un mort, deux licenciements abusifs, deux refus d'embauche, brimade et humiliations diverses, contour de la loi sur les 39 heures et racket :**

« La première fois que tu te présentes pour trouver un boulot, on te répond que le service est complet. Mais si tu insistes, on t'explique les conditions d'embauche, moyennant finances. On m'a demandé 2 000 F pour m'embaucher. Beaucoup d'immigrés sont prêts à payer et « ils » le savent ».

La première fois que je rencontrai Abdelkader, c'était après son licenciement. Il m'avait expliqué les conditions de travail imposées au personnel immigré par la municipalité, sa mutation du service voirie au cimetière, son refus d'accepter ce qu'il considérait comme une brimade, et le licenciement qui s'en était suivi. (Voir S.F. n° 51). A l'époque, Abdel Kader, qui espérait une réintégration, n'avait pas voulu insister sur certains aspects du travail, comme les « pots de vins » lors de l'embauche. Aujourd'hui, après le licenciement de son successeur au bureau exécutif de la commission immigrée CGT (locale), il est décidé à tout dire : « Je n'ai plus ni l'espoir ni la volonté de retravailler à St. Denis. Si je me bats aujourd'hui, c'est pour que tout se sache. Qu'on fasse la lumière sur ce qui se passe ici ».

Aucunes preuves des assertions d'Abdelkader, sinon un témoignage précis (corroboré par plusieurs personnes) que nous publions intégralement, en atten-



dant un hypothétique démenti de la municipalité mise en cause.

« Tout le monde sait ça à Saint-Denis. Au moins tous les immigrés. Pour travailler à la municipalité, il faut payer. Moi, c'est en 73 que j'ai commencé à solliciter un poste à la voirie. J'ai écrit plusieurs fois au maire, et à chaque fois, on me répondait que c'était complet, qu'il

n'y avait pas de postes. En 79, j'ai à nouveau demandé un poste au maire. J'ai aussi été voir le service du personnel. Partout la même réponse : pas de travail. A l'époque, le bruit courrait déjà qu'il fallait payer des commissions, mais je ne savais rien précisément. C'est

finalement Mohamed Sadaoui qui m'a conseillé de passer par Abdelrahmane, un employé à la voirie qui passe son temps dans les

locaux, à jouer les gardiens. Abdelrahmane a un statut spécial à la voirie. Simple employé, le personnel de l'encadrement voulait le faire monter en grade ; ça s'est avéré impossible du fait de sa nationalité. Toujours est-il que pour trouver du travail à la voirie, il faut être recommandé par lui. J'ai donc été le voir, on a discuté et il m'a dit qu'il fallait que je paye. Il m'a proposé 2 000 F ; payables en deux fois : 500 F tout de suite, et le reste après ma première paye. J'ai accepté, alors il m'a dit d'aller voir le chef du personnel de sa part. C'est comme ça que j'ai été embauché. Ils pratiquent comme ça avec tout le monde. La somme tourne aux environs de 2 000 F, ça dépend des revenus initiaux du demandeur. En fait, c'est un peu à la tête du client. Dans mon cas, ils ne m'ont jamais réclamé les 1 500 F restant parce qu'il s'est passé quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu : j'ai été élu responsable de la commission immigrée locale, à la CGT. A partir de ce moment là, j'étais devenu intouchable. J'étais un des leurs. C'est comme ça que j'ai su ce que devenait l'argent. Le personnel d'encadrement organise, un après-midi par mois, un repas gigantesque, où ils invitent des membres de la municipalité comme monsieur Noland (maire-adjoint responsable du personnel communal). Le repas est réservé à l'encadrement. J'y ai été invité deux fois, parce que j'étais délégué syndical, mais les autres de la voirie doivent payer pour pouvoir venir.

Un trafic organisé, semble-t-il, par le personnel d'encadrement et un ou deux employés de la voirie. Immédiatement, la question se pose de savoir dans quelle mesure la municipalité est au courant de ces pratiques. L'histoire de

Mohamed Sadaoui est, sur ce point, éloquent :

« Mohamed Sadaoui a travaillé 22 ans à la municipalité. Membre du PCF et de la CGT, en conséquence de quoi il avait droit à une place de choix : bien qu'il ne soit que cantonnier, on lui a donné à conduire les véhicules municipaux. Il a été très bien vu de tout le monde jusqu'en 78. Cette année-là, deux postes étant vacants, Mohamed a proposé deux de ses amis à la municipalité. Présentés par lui, ils ont rempli les dossiers d'embauche directement, dossiers qui ont été acceptés par le service du personnel : ils étaient embauchés. Seulement voilà, ils n'étaient pas passés par la filière normale. Aussi lorsqu'ils ont voulu commencer leur premier jour de travail, le personnel d'encadrement les a viré immédiatement, les contremaîtres ont refusé de les faire travailler.

Et la municipalité n'a rien dit ! Alors, Mohamed s'est mis en colère, il a été voir le maire et a dénoncé les pots de vins, il a tout raconté. Le

souvent deux minutes avant la fin du travail est retrouvé un soir le visage en sang ; un autre qui a eu l'audace de pisser contre le mur d'un local de la voirie est violemment tiré par les cheveux, pour lui apprendre à se tenir. Une fois encore, la municipalité avalise implicitement ce genre de pratiques puisque sa propre attitude envers les immigrés s'avère être plus que draconienne : locaux sans chauffage, ni savon ni papier hygiénique pour les immigrés, pas d'attribution vestimentaire, etc ...

Plus drôle, lors de l'application des 39 heures, on vit une municipalité communiste contourner la loi pour laquelle ses militants s'étaient battus : jusqu'à ce moment en effet, en raison de l'état d'insalubrité des douches de la voirie, les employés ne faisaient que 39 heures de travail effectif et employaient leur dernière heure à rentrer chez eux prendre une douche. Depuis l'instauration des 39 heures, monsieur Noland est formel : rien ne doit changer. La voirie fait toujours ses 39 heures, employant la dernière à la douche, alors que, logiquement, ils ne devraient plus faire que 38 heures de travail effectif.

Dernier événement en date : le licenciement de Joseph Kouamé, un ivorien naturalisé français qui avait succédé à Abdelkader au bureau exécutif de la commission

immigrée. A la suite d'une rupture avec son amie, Joseph s'est retrouvé seul avec deux enfants à garder. Il a alors demandé à être dispensé de travail le week-end, ce qui constitue une revendication essentielle des immigrés de la voirie : le travail du week-end, quasi-obligatoire à Saint-Denis, n'étant pas considéré comme supplémentaire, n'est pas payé en heures supplémentaires. A la demande de Joseph Kouamé, M<sup>r</sup> Noland aurait répondu : « travailler ici c'est travailler le week-end. Si ça ne vous plaît pas, il y a trois cent personnes qui attendent votre poste, dehors ». Joseph insite et le 4 mars dernier, il est licencié.

« Ils disent qu'on est tous pareil, explique Abdelkader mais c'est pas vrai. Un jour, un ancien de la municipalité est mort, un militant communiste. La mairie nous a tous convoqués à l'enterrement, la journée a été chômée. Pour la mort de Mohamed, il n'y a même pas eu une couronne. Rien ».

Abdelkader organise un meeting le 10 mai à la Bourse du Travail de Saint-Denis, à 18 heures. Participeront au meeting (entre autres) des représentants de SOS Liberté, du syndicat de la Magistrature, de la Ligue des Droits de l'Homme, du PSU et de la Libre Pensée.

Marc Weitzmann

**On m'a demandé 2.000 Frs pour m'embaucher.**

maire a appelé Abdelrahmane qui est monté avec l'encadrement. C'était sa parole contre la leur. Le maire a tranché : quelques jours plus tard, Mohamed était muté au nettoyage des poubelles, un des boulots les plus durs. Ça a été un vrai traumatisme : il s'est mis à tomber malade, tous les quinze jours. Sa santé s'est dégradée à une vitesse ! ... En l'espace de deux ans, il devait mourir. Je le voyais passer dans la rue, c'était dingue : littéralement, il n'existait plus. Sa dernière carte au PCF, que j'ai conservé, date de cette année-là ».

En confirmation du témoignage d'Abdelkader, qui ne connaît l'histoire que « par procuration » pourrait-on dire, puisqu'en 78, il ne travaillait pas encore à la voirie, voici la déclaration du fils de Mohamed Sadaoui : « C'est vrai, je suis prêt à jurer sur la tête de mes enfants que ça s'est passé comme ça. La municipalité a une grande responsabilité dans la mort de mon père. De toutes façons, tout le monde est au courant à Saint-Denis, pour les pots de vins ».

Pour comprendre réellement ce qui se passe à Saint-Denis, sans doute faut-il replacer le témoignage d'Abdelkader dans son contexte, à savoir les conditions de travail des immigrés à la voirie, déjà évoquées dans Sans Frontière (n° 51). Selon toutes les apparences, les immigrés vivent en état de conflit permanent avec le personnel (français) d'encadrement. Au cours des années, les anecdotes abondent, en particulier au sein de ce que les employés appellent « l'équipe disciplinaire », l'équipe volante à qui échoit le travail le plus dur et où sont mutés les employés les plus récalcitrants. Un balayeur qui a le malheur de partir trop



## Voyage au bout de Nanterre

**Métro et R.E.R au delà des stations, à travers les zones, 1 c'est la classe, Paris, 2 c'est moins bien, 3 Nanterre, Genevilliers, Bobigny... le 3 c'est la zone, quoi.**

# « UN REBEUX A VERTI EN VAUT DEUX »

Samedi 17 avril 1982 : rendez-vous au Club des Canibouts à Nanterre, dans une cité comme on en voit partout, en zone 3 ...

Ce Club a une histoire, ce n'est pas la première fois qu'on parle de lui, du théâtre y est né (« Accusés de sale gueule »), des livres de poèmes y ont été produits et diffusés, de jeunes musiciens ont pu s'y retrouver pour créer leur musique tels Ahmed (13 ans super guitariste) avec ses deux frères.

Tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais ne rêvons pas aujourd'hui, les Canibouts c'est une autre histoire. Adieu théâtre, musique, poésie, le club est occupé par les jeunes de la cité soutenus par leurs parents et amis.

A la réunion de samedi, tout le monde était là, une ambiance houleuse, les jeunes parlent, ils

Saïd a 20 ans, il a été élu par les jeunes pour représenter leur Comité, avec ses potes Habib et les autres, ils y croient, et sont soutenus.

Capables de se prendre en charge (contrairement à ce que croient les bouffons du C.A.), ils ont proposé la création de divers ateliers jamais créés car, tenez-vous bien : la menuiserie avec l'emploi d'une scie circulaire c'est dangereux (même si l'atelier est « mené » par un animateur diplômé, spécialisé, pasteurisé... (pour les Beurs !), la poterie, l'emploi d'un four (attention, ça chauffe !) alerte. En deux mots, les jeunes Rebeux, même assis sur des chaises, ils risqueraient de se faire mal ! Alors soyons sérieux.

Saïd le dit, depuis la fermeture du Club, les vols, les agressions... ont augmenté : *si le club est fermé mon pote, tu zones dans les escaliers de ton immeuble,*

directeur de Club fantôme, ni d'animateurs ou d'éducateurs archi diplômés, ne connaissant ni les jeunes ni leur contexte socio-culturel. (Des jeunes de la cité, habitués du Club s'étaient proposés comme animateurs bénévoles, refus...).

• Ouverture des ateliers proposés.  
Etc ...

Face au mutisme bien « parlant » d'un C.A. fantôme, que faire ? Cela fait un an que ces jeunes et leurs parents, réclament, demandent... maintenant finies les paroles, ils agissent. On occupe, les jeunes se demandent à juste titre, pourquoi n'ont-ils pas encore vu la couleur des képis ? On les ignore volontairement, on les teste, mais ils ne lâcheront pas, ils sont plus forts que certains peuvent le penser ...

En ce moment, c'est notre fête, de tous les côtés de la zone, on trinque : Orly, Asnières, Vitry, aujourd'hui c'est Nanterre ; si on ne gagne pas toujours, nos « adversaires » me font doucement rigoler, ils nous prennent sûrement pour des analphabètes ou des retardés à qui on peut faire avaler n'importe quoi, seulement le bon temps pour eux c'est fini, pour les avertir on peut leur dire « Méfiez-vous de l'eau qui dort » ou mieux « Un Rebeux averti en vaut deux ! ».

Hénnya



sont déterminés, ils savent ce qu'ils veulent, n'hésitent pas, ils foncent, ils en ont marre d'être des « assistés » (sic). L'histoire n'est pas simple, les jeunes dénoncent l'attitude d'un Conseil d'Administration bien spécial ...

Le Secrétaire Général du C.A., un dénommé Marcel, assistait à la réunion de samedi, il était là apparemment par hasard car il était incapable de parler au nom du C.A. et ne pouvait expliquer le refus du dialogue et la politique de silence et de mépris menée contre ces jeunes, dont les revendications sont plus que légitimes.

*tu te fais ramasser par les flics parce que tu traînes, et si tu traînes, c'est parce que... tu as raison mais tu te heurtes à un mur de béton, on ne veut pas t'écouter.*

Maintenant c'est fini, ils ne s'écrasent plus ni les jeunes, ni leurs parents, ils ont des conditions sine qua non pour la réouverture du club :

- Le C.A. doit tenir une assemblée générale extraordinaire réélective dans le but d'obtenir la participation de parents et des jeunes pour la prise des décisions (logique, ce sont eux les premiers concernés)
- Les jeunes ne veulent pas d'un

## Pétition des parents

Les parents et amis des jeunes ont rédigé une pétition qui sera adressée au Président actuel du C.A., Monsieur Claudius Petit, ainsi qu'à tous les membres.

En voici le texte :

Messieurs,

Nous parents et amis des jeunes du Club des Canibouts,

soutenons l'action du Comité pour la tenue la plus rapide possible d'une Assemblée Générale Extraordinaire conformément aux statuts, Article 8.

Nous avons constaté la bonne volonté et le sérieux de ces jeunes, nombreux nous répondrons à leur appel.

## Humeur

# TAXE TELEPHONIQUE : BRAVO !

Bravo, voilà qui est bien, voilà enfin du vrai, du bon, du solide social, voilà une mesure qui s'imposait (c'est le cas de le dire) encore une fois bravo Monsieur Mexandu de taxer les communications téléphoniques urbaines toutes les trois minutes ! Enfin, comme vous le faites vous-même remarquer, il fallait « moraliser » le téléphone et, également, faire preuve « d'une plus grande justice ».

Tous ces petits cons de vieux qui, de chez eux, parfois bien au chaud, téléphonent pendant des heures à d'autres petits cons de vieux, pour leur raconter des inepties, leurs petites maladies, leurs petits chagrins, leurs rhumatismes, les déboires de leurs petits-enfants, non mais, qu'est-ce qu'ils croient, ces connards, alors qu'ils n'ont plus que quelques mois, voire quelques semaines à vivre !

Car non seulement ils sont une charge pour la société, mais de plus ils se permettent de bloquer, pendant des heures, des lignes téléphoniques qui pourraient servir aux autres, aux grosses boîtes par exemple, qui en ont tant besoin ! Qu'ils crèvent, les salauds. A leur âge, on n'a plus besoin de com-

muniquer, d'abord on est à moitié sourd, ou totalement, alors le téléphone c'est pour les autres !

Ah, j'allais oublier, il y a également les nègres ; vous savez tous ces mecqs des îles et d'ailleurs qui restent eux aussi pendant des heures, à téléphoner dans les cabines publiques que l'on remarque aux fils d'attente de braves gens écrasés par tant d'injustice. Et pourquoi dire, je vous demande ! Des conneries, et en mauvais français par dessus le marché. Ce qui est un scandale pour nos installations ultramodernes. Car ces gens là, si on les a fait venir chez nous, c'est pour bosser, non mais, pour faire le travail que nous, on ne peut plus faire, parce qu'on en a perdu l'habitude et pas pour bloquer nos standards en parlant à n'en plus finir de choses insignifiantes, futiles, légères, comme le vol d'un oiseau des îles ou un rayon de soleil.

Des deux mains, bravo monsieur Alexandre. Je suis de tous coeur avec vous. Voilà enfin une mesure de gauche, une mesure égalitaire. Et tous ces gens qui disent que vous n'êtes que des lavettes, que vous avez peur des riches, que vous

prenez l'argent aux pauvres - vous savez ils vont jusqu'à dire que cette histoire de téléphone, tous ces gens là ne sont que des menteurs et des méchants.

De toutes façons, avec des mesures comme ça, vous tenez le bon bout, et ce ne sont certainement pas les vieux qui ne tiennent plus sur leurs jambes, qui vont descendre dans la rue pour vous faire des misères le jour où leur note de téléphone (car ils ne seront pas au courant de cette augmentation tout de suite, ils sont trop vieux, trop lents, ils ne prendront pas garde) le jour où leur note de téléphone donc se trouvera multipliée par cinq ou par dix et où ils ne pourront pas la payer. Quant aux bicots eux, non plus ils ne vous feront pas d'ennuis, tout le monde sait bien qu'ils sont trop fainiasses pour ça et pétochards par dessus le marché. Oui, oui, Monsieur Ministre vous et les autres vous êtes dans la bonne voie, de plus vous n'avez peur de rien.

Allez, allez, ne vous en faites pas, monsieur le Minsitre, ne les écoutez pas. tous des jaloux ! parti comme ça, et grâce aux gens de votre trempe ce septennat en a bien encore pour cinq ou six mois !

Peira Cava

Quarante morts après le bombardement israélien sur le Liban

## LA RANÇON DU SINAÏ

A quelques heures de la date prévue pour la restitution du Sinaï à l'Égypte, une semaine après la répression féroce qui s'est abattue sur le peuple de Cisjordanie et des territoires occupés pratiquement sous coupe réglée des militaires israéliens, l'aviation sioniste est entrée à nouveau en action sur le Sud Liban.

Selon le porte parole de la FINUL (forces armées intérimaires des Nations-Unies au Liban), une centaine d'appareils bombarde les environs de Damour, situé à une quinzaine de kilomètres au sud de Beyrouth. Le camp de réfugiés palestiniens de Sabra déjà durement éprouvé en juillet dernier a été déjà la cible de l'aviation israélienne.

Le bilan est déjà lourd : une quarantaine de tués, une centaine de blessés selon les premières estimations.

D'autre part, selon la radio phalangiste deux « migs » syriens ont été abattus par l'aviation

israélienne au cours d'un affrontement aérien au dessus de la vallée de Bekaa (centre du Liban).

On avait fini par s'habituer aux fréquentes incursions de l'aviation israélienne dans cette région sous prétexte de droit de suite à l'encroisement des Fedayines. Ce nouvel accès de fièvre

guerrière qui agite l'état hébreu et cette escalade meurtrière que rien ne justifie ne semblent être rien d'autre que le gage donné par le gouvernement Begin à une opinion publique belliciste ulcérée par la perte du Sinaï. A l'heure où l'opinion internationale désabusée semble

baisser les bras devant les provocations grossières de l'état sioniste et où l'escalade de la répression se passe dans l'indifférence quasi générale, les frustrations accumulées, la colère de tout un peuple réduit au silence sont des brulots qui risquent d'enflammer dans un brasier général, tout le Moyen-Orient.



Population du camp de Sabra fuyant le bombardement

### Sinaï, porte de l'Égypte

Route traditionnelle des conquérants et des envahisseurs, le Sinaï a depuis des millénaires occupé une place stratégique de première importance que l'armement moderne du vingtième siècle n'a pas amoindri.

Dès 1700 av. J.C., avec les Hyksos, et jusqu'en 1517 ap. J.C., date de la conquête Ottomane de l'Égypte, le Sinaï sera la clé de la vallée du Nil sans que toutefois n'y soient livrées de grandes batailles. A l'exception de la troisième croisade contre Saladin.

Oublié pendant quatre siècles, le Sinaï ne fera parler à nouveau de lui qu'en 1906, date de « la crise de Taba ». En Janvier cette année là, une patrouille égyptienne de garde-frontières arrivée dans cette petite localité sur le golfe d'Akaba fut obligée de se retirer à la suite de l'intervention de la garnison turque tenant le port du même nom.

A la suite d'une menace d'intervention militaire britannique et de pressions diplomatiques de la France, de la Russie et même de l'Allemagne, l'Empire Ottoman accepta le principe d'un règlement négocié. En octobre 1906, les délégations égyptiennes et turques parvinrent à un accord reconnaissant les droits de l'Égypte sur Taba.

Lord Cromer, haut commissaire britannique qui pour l'Égypte déclarera 76 ans avant le conflit actuel entre le Caire et Tel Aviv sur Taba : « Toute cette affaire a été surestimée et la possession de quelques kilomètres de désert ne justifiait pas un incident diplomatique aussi grave ».

En 1914, les Égyptiens, alliés aux anglais et aux français, arrêtèrent les armées turques de Djémal Pacha sur la rive orientale du canal de Suez et le poursuivirent lors de sa retraite dans le Sinaï.

A l'exception d'escarmouches en 1948, pendant la première guerre Israélo-Arabe, le Sinaï allait connaître la paix jusqu'en 1956, date à laquelle Israël l'occupa puis s'en retira quelques mois plus tard, à la suite de l'échec de l'attaque Fran-

co-Britannique pour reprendre le canal de Suez nationalisé par Nasser.

En 1967, Nasser bloquait le Golfe d'Akaba fermant ainsi à Israël son seul débouché sur la mer rouge, le port d'Eilat. Quelques jours plus tard, le 5 juin, les israéliens lancèrent leurs blindés dans le Sinaï et enfoncèrent l'armée égyptienne mal préparée et dépourvue d'aviation, ses forces de l'air ayant été détruites dès les premières heures de la bataille.

Cette guerre faisait perdre à l'Égypte non seulement le Sinaï mais aussi la bande de Gaza, qui était sous son mandat, et les ressources du canal de Suez qui ne sera rouvert que huit ans plus tard.

Le Sinaï resta jusqu'en 1973 synonyme de mort et de défaite pour l'Égypte qui y avait perdu plusieurs milliers d'hommes, dont une bonne partie morte de soif dans le désert.

En octobre 1973, les égyptiens traversaient le canal de Suez et emportaient la ligne Bar Lev. Lors du cessez-le-feu, le 22 octobre, ils avaient reconquis une mince bande d'une quinzaine de Km le long du canal.

Les négociations du kilomètre 101, les premiers et seconds accords de désengagement permettront aux égyptiens d'élargir et d'allonger la bande qu'ils contrôlaient, puis de rouvrir deux ans plus tard, en 1975, le canal de Suez.

Le statu quo sera respecté jusqu'aux accords de paix israélo-égyptiens du 26 mars 1979. Deux mois plus tard, le 26 mai, l'Égypte recouvrait la ville d'El Arich et les champs de pétrole.

En 1980, l'Égypte récupère les cols stratégiques et les centre de la péninsule, soit les deux tiers du Sinaï.

Enfin, quelques jours avant le retrait total du Sinaï par Israël, le 25 avril prochain à minuit, le gouvernement du Caire compte métamorphoser le Sinaï d'ici l'an 2000 et prévoit d'y installer plus d'un million d'habitants, soit plus de dix fois la population actuelle dans la péninsule.

L'objectif de cette opération est non seulement de décongestionner la vallée surpeuplée du Nil mais aussi de dresser un barrage humain rendant dorénavant difficile le contrôle stratégique de la péninsule par une puissance étrangère.

Alexandre Bucciatti (A.F.P.)

### Pour une réelle démocratie

Depuis l'assassinat de Sadate son successeur Moubarak, tirant peut-être les leçons de cet assassinat, et surtout sous la pression des intellectuels et de la classe ouvrière semble s'orienter vers une politique plus libérale.

En effet quelques mois après son accession au pouvoir, Moubarak, depuis le 10 janvier fait sortir de prison une partie des 1600 arrêtés au début septembre sur ordre de Sadate, notamment les membres du Parti légal, le Rassemblement National, parti progressiste unitaire où se retrouvent des « nassériens de gauche » mais également des marxistes. Ont été également libérés des journalistes, des professeurs d'université des Frères Musulmans ainsi que des évêques et des prêtres coptes. Tous ont été réintégrés dans leur fonction respective, et, en plus, le conseil d'état égyptien pour bien souligner l'illégalité de ces arrestations a annulé purement et simplement le décret du Président Sadate ordonnant les arrestations du 5 septembre 1981.

Tous ces faits rassurent les démocrates dans le monde.

Cependant, bien que l'Égypte soit un rare pays d'Afrique à connaître le pluralisme des partis, puisque 5 partis sont légaux, ont été encore loin dans ce pays de la démocratie.

En effet sur les 5 partis reconnus 3 sont pro gouvernementaux ou de droite ce sont :

Le Parti National Démocratique qui est le parti gouvernemental.

Le Parti Travailleuse sorte de parti social démocrate, ou qui se veut comme tel qui lui aussi est pro gouvernemental.

Le Parti des libéraux qui représente la droite classique

Restent : Le Parti s'appelant le Rassemblement National qui comme nous l'avons dit plus haut rassemble les nassériens de gauche et les marxistes et qui a une position critique vis à vis du gouvernement

et enfin les Frères Musulmans qui ont aussi une formation politique légale qui groupe tous ceux qui se réclament de l'idéologie islamique. Cette formation politique est loin d'avoir une idéologie homogène puisqu'elle rassemble les intégristes les plus intransigeants jusqu'aux musulmans nasséristes et même marxistes en passant par les musulmans non intégristes.

Ce sont les militants de ces deux partis qui ont été libérés par Moubarak ainsi que ceux qui n'appartenaient pas à une formation politique mais qui étaient connus pour leur esprit libéral et critique... mais les prisons égyptiennes restent encore pleines.

Restent encore emprisonnés sur l'ordre de Sadate des militants de deux partis clandestins qui n'ont jamais eu droit à la légalité : Le Parti Communiste Égyptien et le Parti Communiste Ouvrier tous deux se réclamant de l'idéologie marxiste.

Un troisième parti marxiste formé le 8 janvier dit le « Parti Communiste du 8 janvier », lui aussi clandestin, vient à son tour à peine a-t-il été créé, de subir la répression puisque ses militants viennent d'être jetés en prison au début de ce mois de février.

Il est important de souligner que les militants des trois partis marxistes ont été jetés en prison et au temps de Sadate et au temps de Moubarak, uniquement sur le fait qu'ils appartiennent à des partis clandestins se réclamant du marxisme donc pour des motivations purement idéologiques. Par contre la plupart des Frères Musulmans arrêtés au temps de Sadate et qui sont encore emprisonnés n'avaient pas été arrêtés pour des motivations idéologiques mais parce qu'ils s'étaient mis dans l'illégalité en commettant des actes terroristes.

Au moment où des militants du Parti communiste du 8 janvier ont été arrêtés, des Frères Musulmans l'ont été aussi sous l'inculpation de détention d'armes, un véritable arsenal leur appartenant ayant été trouvé.

Pour que la véritable démocratie s'installe en Égypte il faudrait amener le pouvoir en place à abolir les lois de limitation des partis politiques afin que toutes les opinions puissent être représentées. Les Égyptiens dans leur grande majorité aspirent à cela. L'Égypte est le pays le plus important d'Afrique par le potentiel de forces intellectuelles et économiques qu'il a. Ce pays ne pourra progresser sans la démocratie. La pression du peuple égyptien, si elle est aidée par la pression de tous les démocrates dans le monde et notamment celle des démocrates français peut obliger le gouvernement de Moubarak à aller dans ce sens.

Isabelle Riadh

### OPINION

#### Pour préserver l'espoir

Qu'on ne nous dise pas que cela n'était pas prévisible. Les propagandistes israéliens nous ont bercé de bonnes paroles en nous parlant de bonne occupation, en faisant de Menahem Begin un apôtre de la paix. Il est vrai que d'autres voix se sont élevées en Israël - et non des moindres - pour dire quel danger mortel recéléait l'arrogance de la victoire et l'occupation des territoires. C'est à elles que je pense aujourd'hui. Aux écrivains, aux philosophes, aux intellectuels et à tous ceux qui, à l'appel du mouvement « la Paix Maintenant » criaient : « La Paix plutôt que les territoires ». A elles et à eux parce qu'il ne faut pas laisser se solidifier la haine entre les deux communautés. Cette haine le gouvernement Begin l'a entretenue et s'emploie à la pérenniser. Les ultras israéliens qui se promènent mitrailleuse en bandoulière et tirent à vue sur les foules arabes, sont nés avec Begin et ont prospéré sous son gouvernement. Les implantations sont le programme concerté de Begin pour concrétiser l'annexion de fait de la Cisjordanie et de Gaza.

Alors que la litanie d'arguments donnée par le gouvernement israélien s'effondre : - de quelle légitime défense un état peut-il se prévaloir quand il se sent menacé par des enfants de 7 ans ? - il n'est pas jusqu'à la démocratie israélienne - la seule du Moyen-Orient - qui, elle aussi, ne vacille. Les maires palestiniens proches de l'O.L.P. ou simplement représentatifs des sentiments d'une population fière de son identité sont un à un destitués, marquant ainsi quelle limite dans l'esprit des dirigeants israéliens peut avoir l'autonomie promise par les accords de Camp David.

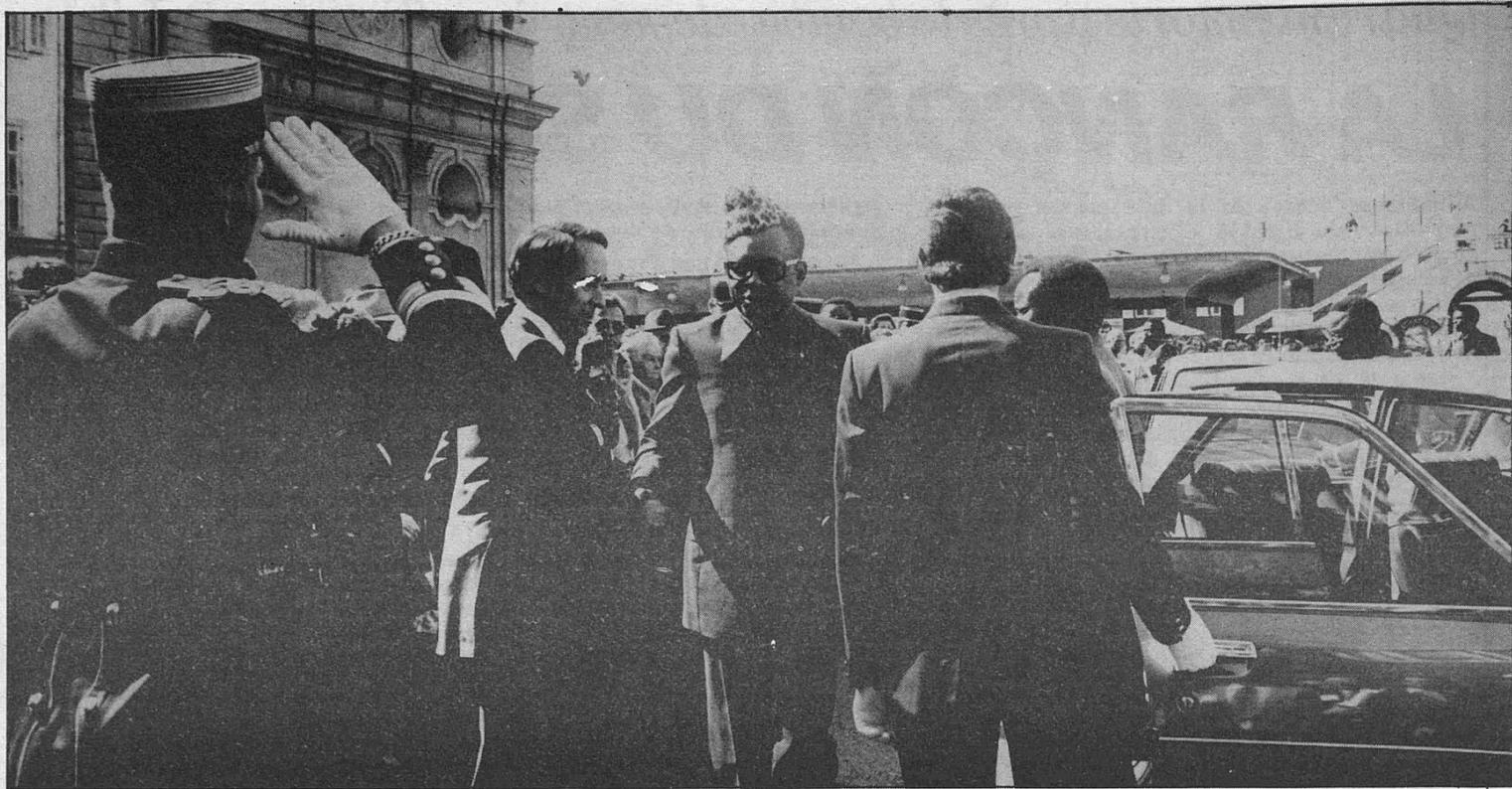
Aujourd'hui il faut tout faire pour que les restants d'espoir de compréhension entre les deux peuples ne s'éloignent pas à jamais. Tout faire pour réunir ceux qui, israéliens ou palestiniens, juifs ou arabes, savent qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre.

Bernard Chauat  
Rédacteur en chef  
de Combat pour la diaspora



Le Zaïre. Un des pays africains tout à la fois le plus grand, le plus peuplé, le plus riche du continent noir. Mais un peuple zaïrois qui ne perçoit en rien cette situation avantageuse. Surtout depuis le 24/10/64, date où un des complices à l'assassinat de Lumumba, Mobutu Sese Seko, a pris le pouvoir et installé une dictature. Sa chute a été de nombreuses fois annoncée mais cet homme dont la fortune est dite immense et déposée en Suisse, a jusqu'à présent su retomber sur ses pieds grâce à l'aide de ses maîtres et alliés occidentaux. Mais au Zaïre, on en sait peu de chose tant l'information comme la démocratie rime mal avec la dictature. Aujourd'hui, SF tente de lever le voile en donnant la parole à un zaïrois qui projette un regard sur le récent passé, le présent de son pays et donne son point de vue. Quitte à ne pas totalement le partager, il mérite d'être connu.

S.F.



Mobutu lors du dernier sommet Franco-Africain à Paris

## Le Zaïre de crise en crise

# UN DES PAYS LES PLUS CONVOITÉS

Le Zaïre, l'un des pays d'Afrique les plus convoités à cause de ses immenses richesses, est gravement malade. Il est confronté à des difficultés économiques inextricables. Ses dirigeants cherchent des moyens pour endiguer la crise qui sévit dans le pays depuis des années. Le revenu l'un des plus bas du monde, et ceci malgré l'accumulation de fortunes des dignitaires du régime, qui nagent dans l'abondance tandis que le peuple patauge dans la pauvreté.

En 67, c'est le démarrage économique du régime Mobutu, qui crée une nouvelle monnaie : « le Zaïre », remplaçant ainsi le Franc-Congolais, et s'alignant sur le dollar. La dévaluation est de 1000 %. Malgré tout, la crise économique reste très aigüe et la population la supporte difficilement. La hausse des prix, des denrées alimentaires en particulier, se fait sentir rudement et le gouvernement bloque les salaires. Pendant cette période, de 67 à 74, le régime Mobutu est à son apogée. Le général Mobutu en prenant le pouvoir s'était assigné l'objectif de combattre les politiciens ambitieux qui avaient ensanglanté le pays, et d'assainir les finances de l'Etat. La population finit par s'adapter à cette nouvelle vie, et les mesures prises par le gouvernement firent que partout dans le monde et en Afrique plus particulièrement, Mobutu devint synonyme de stabilité et prospérité.

C'est ainsi que son parti, le M.P.R., parvient à s'installer dans tous les coins et recoins du pays sans difficulté. Mais le régime s'endormit sur ses lauriers au lieu

de tenter de prévoir ce que pouvait devenir l'ex-Congo Belge. Et vint la guerre en octobre 73, et le renversement des alliances zaïro-israéliennes. Les pays du golfe perse déclenchèrent la guerre du pétrole. Le Zaïre subit les premiers coups de cette guerre, car la facture pétrolière devint lourde. C'était la première sonnette d'alarme au régime de Mobutu. Puis Mobutu, devant tous les cadres du Parti, passa à l'attaque en novembre 73, en dénonçant les derniers colons qui détenaient le monopole du commerce de détail, en l'occurrence les portugais et les grecs. Ils seront les premiers visés.

### Pauvreté des masses et richesse des dignitaires

Ils devront céder leur place à des nationaux n'ayant aucune notion de la gestion. Ces derniers deviendront les nouveaux riches et étaleront leur fortune (achats de limousines américaines, construction de villas...). Ainsi cette « zaïranisation » plongera d'avantage le pays dans le gouffre économique. La catastrophe est telle que deux ans plus tard, le gouvernement se réveillera pour restituer les biens zaïranisés aux anciens propriétaires.

Mais le gouvernement doit faire place à plusieurs problèmes et en particulier sur le plan monétaire et les conséquences de la guerre en Angola. Une première dévaluation a lieu en mars 76, et le Zaïre quitte la zone dollar pour s'aligner sur le DTS (Droit de Tirages Spéciaux). Pour résoudre la crise monétaire le

gouvernement fait appel au FMI qui lui accordera dans un premier temps un crédit de deux cents millions de dollar. Mais cela ne suffira pas.

L'accession en novembre 75, de l'Angola à l'indépendance qui se fait dans un climat de guerre civile, a comme conséquence néfaste pour le Zaïre, la fermeture de la ligne de chemin de fer de Benguela par où passaient jusque là plus de 75 % du cuivre zaïrois. Même à la fin de la guerre civile et après la victoire du MPLA, la ligne sera fermée à cause des actes de terrorisme et de sabotage perpétrés dans la région par l'UNITA, le FNLA et le

FNLC. Asphyxié, le Zaïre est obligé de transporter son cuivre en empruntant la voie ferrovière Lumumbashi-Ilebo-Kinshasa-Matabi. Mais cette voie est longue. Le trajet dure au moins trois semaines (au lieu de quatre jours sur la ligne Benguela) sans compter les transbordements à Ilebo et Kinshasa. Par ailleurs, on tentera d'utiliser la route de Dar-Es-Salam en Tanzanie. Le régime de Mobutu a essayé en se réconciliant avec le MPLA d'obtenir la réouverture de la ligne de Benguela mais jusqu'à ce jour, les négociations entre les deux pays sont vaines.

De plus et dans le même temps, le cours mondial du cuivre devient le plus bas. Ainsi, le Zaïre est touché de plein fouet car le cuivre fournit au pays plus de 75 % de ses devises extérieures.

Le Zaïre est obligé de solliciter le concours des pays occidentaux pour sortir de l'impasse. Du coup intervient la première du Shaba. Le Zaïre est envahi par les anciens gendarmes katangais qui veulent le renversement du régime de Mobutu. C'est la première fois que ce régime connaît une aussi grande menace au plan militaire à l'exception de la rébellion de 67 par J. Schramme et Bob Denard à Bukavu et Kisangani. Mobutu voit dans l'action des gendarmes katangais la main de l'Angola et de Cuba. Les adversaires de Mobutu profitent de l'occasion pour sortir de leur mutisme et tenter de le destituer. Mais ceux-ci sont peu organisés. Il n'y a que deux groupes peu formés et peu structurés. Le Front National de Libération du Congo que dirige Nathanaël Mbumba et le Mouvement d'Action pour la Résurrection du Congo de Daniel Monguya. Le premier basé en Angola reçoit un appui militaire tandis que le second cantonné à Bruxelles n'en possède pas. Mobutu avec l'appui des puissances occidentales (France, USA, Belgique) et africaines (Maroc) se débarrasse des gendarmes katangais. C'est pour lui une victoire diplomatique et militaire. Mais malgré cela le dictateur zaïrois sera obligé de faire des concessions. Le premier juillet 77, il prononce un discours retentissant dans lequel il prône des réformes politiques basées sur les « principes démocratiques » : les députés seront élus au suffrage universel ainsi que les membres du bureau politique du MPR, le premier ministre formera et dirigera le gouvernement. Le peuple qui espérait beaucoup de ces changements sera rapidement

## ZAIRE

déçu. Un mois plus tard, le ministre des affaires étrangères, Ngunza Kark I Bond, est accusé de haute trahison et emprisonné. Les élections organisées sont truquées. Il y aura des protestations mais l'ordre continuera à régner. Quant au nouveau premier ministre nommé par ordonnance, il ne formera ni ne dirigera le gouvernement.

Quelques mois plus tard, c'est la première fronde au sein de forces armées où plus de six cents officiers participent à un complot contre « la sécurité de l'état ». Ils seront renvoyés de l'armée et les meneurs dont le major Kalume Mamba proche du Marc seront fusillés. Bien avant ce complot des jeunes officiers, les partisans de P. Mulele sous la direction du Pasteur Kassongo réapparaissent au Kulu. L'armée matera cette rébellion et la ville natale de Mulele, Diofa, sera assiégée et investie. On parle de plus de trois mille morts enterrés dans des fosses communes.

A la suite de ces deux « complots », Mobutu devra faire de nouveau appel aux occidentaux pour chasser les gendarmes katangais qui, cette fois-ci, se sont emparés de la ville minière, Kolwezi. Cette action des ex-gendarmes katangais montre une fois de plus le mécontentement de la population qui a aidé les rebelles.

Partout au Zaïre, le peuple cherche des réformes viables et véritables. Mais Mobutu et ses principaux collaborateurs ne l'entendent pas de cette oreille. Au Parlement, les députés, communément appelés commissaires du peuple, se transforment en juges et interpellent plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat et particulièrement certains ministres gestionnaires. Cette pratique indispose les barons qui n'aiment pas rendre des comptes et ridiculiser une fois de plus le régime.

Ainsi le général Mobutu dans son adresse au Parlement du quatre février 80, interdit toute interpellation qui se ferait sans son accord préalable. Suite à cette décision d'interdire les interpellations, quelques députés se regroupent autour de la bande des trois, Ngalula, Tsmisekebi et Mpinta, qui réclamaient de véritables pouvoirs législatifs pour le parlement. De plus, ils revendiquent la formation d'un second parti et dénoncent avec véhémence

l'incapacité du gouvernement à gérer les choses publiques. Ils critiquent l'injustice que pratique le gouvernement à l'égard de certaines régions qui n'ont pas d'attache avec le chef de l'état et qui sont abandonnées à elle-même. Sans compter que par-ci, par-là, les gens crient au scandale de la corruption qui atteint le régime y compris à son plus haut niveau.

Les enseignants sont les premiers agents de l'administration publique à se rebeller contre le pouvoir dictatorial. Ils font grèves sur grèves. Ils sont suivis par les étudiants qui exigent la démission du chef de l'état. Ils protestent contre le mauvais traitement dont ils sont l'objet.



© 20/82

Leurs bourses sont dérisoires. Ils exigent aussi une réforme de l'enseignement pour que celui-ci corresponde mieux aux besoins du pays. Comme on le sait, le niveau de l'enseignement tant primaire, secondaire ou universitaire a excessivement baissé ces dernières années. Les enseignants de l'Université réunis en conclave à Nsele réclamèrent de meilleurs salaires et la création d'un second parti.

Mais au moment où tout le monde attendait des réformes, le général Mobutu prononçait à partir de son fief de Gradulte, le 25 décembre 79, un discours dont le thème principal fut la démonétarisation des billets de 10 et 20. Ainsi en moins de trois jours, les gens qui thésaurisaient par manque de confiance dans les banques, perdront leur fortune et seront durement frappés par cette mesure brutale. Cette démonétarisation intervenait après l'échec patent de ce qu'on appelait le « plan Mobutu ». Dans un discours du Premier juillet 77, le chef de l'état zaïrois avait programmé un plan de redressement économique et pour cela fait appel à l'aide occidentale

bancaire. Soutenant encore ce régime branlant, le FMI tout en réclamant ses dévaluations du Zaïre, accordait des centaines de milliers et de millions de dollars.

Sur le plan intérieur, les hommes d'affaire, surtout ceux qui ont la bénédiction du régime, continuent à trafiquer l'ivoire, le café, le diamant, l'or et toutes les autres richesses du pays. Ils prennent le chemin de l'étranger au moment où l'état cherche, en négociant avec les partenaires occidentaux, les modalités d'une aide au pays. Ces hommes d'affaires-pillards, tirent d'importants gains sur le patrimoine national avec la complicité des commerçants étrangers. Ces derniers sont devenus de véritables supports du pouvoir et agents corrupteurs des fonctionnaires. Ainsi plutôt que de tenter de faire des réformes, le pouvoir préfère entretenir des plates-bandes et le pillage national.

Autre problème, celui de la nourriture. Car le Zaïre importe aujourd'hui une grande partie de ses produits de première nécessité tels que le riz alors qu'à l'époque coloniale et à la période post-coloniale de 60 à 65, ce pays était l'un des premiers producteurs de riz de tout le continent.

Face à cette situation de crise, le Zaïre a besoin de planification rigoureuse et précise et non pas d'une politique hâtive comme elle existe aujourd'hui et qui n'a entraîné que des échecs. Mais le gouvernement se montre intraitable et intransigent. Incapable de construire et de proposer, il ne peut que réprimer. Cette attitude a entraîné une fois de plus la fermeture de l'université pour une durée indéterminée.

Ainsi, le pays sera une fois de plus privé de cadres dont pourtant il a tellement besoin pour son développement.

Le mécontentement gronde. Les jeunes attendent des réformes sérieuses qui leur donneront les moyens substantiels pour vivre. Ils sont las du régime de parti unique. Le pouvoir en place ne cesse de dire que « du vivant de Mobutu », il n'y aura pas de deuxième parti politique. Ceci se confirme à la lecture des interventions faites lors du dernier comité central du MPR et à la mise en résidence surveillée des treize députés qui se sont prononcés contre le parti unique.

Certes, l'opposition disséminée au Zaïre à l'intérieur du pays à l'étranger, n'est ni organisée ni structurée. Elle tâtonne et pendant ce temps, le pouvoir se renforce par la violence et la corruption.

Jacques Christmaes

## Uranium et Apartheid

L'Afrique du Sud a réussi à acheter l'uranium enrichi dont elle avait besoin pour faire entrer en service le premier réacteur de la centrale nucléaire de Koeberg, près du Cap. Une transaction commerciale parfaitement légale en soi, mais qui contredit certains principes autour desquels on a fait grand bruit.

Tout commence en 1976, lors de la signature d'un contrat entre l'Afrique du sud et un consortium français (regroupant les sociétés Spie Batignolles, Framatome et Alstom-Atlantique). Ce contrat prévoyait la construction d'une centrale nucléaire à deux réacteurs de 900 mégawatts chacun, sur le site de Koeberg. Il était alors prévu que le « combustible » des réacteurs



de 35 millions de dollars, mais on murmure que l'Afrique du sud a payé bien plus cher que cela...

Deux sociétés américaines ont alors servi d'intermédiaires, si on en croit le « Washington Post » du 13 avril. « Edlow International » (de Washington) et « Swuco » (de Rockville, Maryland) se sont procuré de l'uranium auprès de fournisseurs en Suisse, et en Belgique ; puis, ils l'ont remis à deux groupes européens (dont le consortium Eurodif) pour qu'ils l'enrichissent. Actuellement, cet uranium enrichi se trouve en France où il doit être transformé en « pastilles ». L'Afrique du Sud espère ainsi pouvoir faire démarrer le premier réacteur de Koeberg avant la fin de l'année 1982.



serait de l'uranium sud-africain, enrichi aux Etats-Unis, puis transformé en France (par Framatome) en « combustible » (sous forme de « pastilles » d'hexafluorure d'uranium solidifié, elles-mêmes enfournées dans des « aiguilles » dont l'assemblage forme les éléments du combustible).

Mais, en 1978, ce beau scénario a été troublé par le président. Carter, qui a fait voter par le Congrès américain, une loi lui permettant d'interdire les envois d'uranium enrichi à tout pays à tout pays n'ayant pas signé le Traité de non-prolifération nucléaire, et se refusant à certaines contrôles de l'utilisation à des fins non-militaires de cet uranium ; ce qui est le cas de la République sud-africaine. D'où l'embargo sur les livraisons d'uranium à destination de l'Afrique du Sud.

Au début de l'année 1981, celle-ci a annoncé qu'elle était prête à payer très cher pour obtenir de l'uranium enrichi. Appel qui a été bien évidemment entendu. Cela s'est fait d'autant plus facilement que la marché mondial de l'uranium subit une crise de surproduction et de surcapacité, aussi bien en ce qui concerne le minerai que l'uranium enrichi : certains consortiums et sociétés ont actuellement trop d'uranium enrichi pour des raisons diverses (programmes nucléaires partiellement arrêtés ou retardés...). Tout n'était alors qu'une question de prix : au cours officiel, la transaction portant sur 100 tonnes d'uranium se serait montée à plus

Cette histoire de l'uranium de Koeberg est une nouvelle illustration de ce que certains se croient « en devoir » de faire au nom de la « morale » ou des impératifs du commerce (voir « Mal-développement », Sans Frontière n° 46). Flairant « la bonne affaire » et les paquets de dollars à ramasser, deux sociétés américaines réussissent à tourner (légalement) une loi de leur pays : après tout, à quoi s'attendre d'autre de la part d'un organisme dont la seule raison d'être est de faire un maximum de bénéfices ?

Mais que le gouvernement français laisse livrer à l'Afrique du sud de l'uranium enrichi, c'est autre chose. Je sais : il y a « le respect des contrats signés antérieurement » ! Mais celdà devient un peu trop systématique (et rentable) : cf « Mal-Développement », Sans Frontière n° 54), et inadmissible. Surtout quant un « diplomate français de haut rang » se croit autorisé à déclarer au « Washington Post » : « La France ne croit pas que le réacteur de Koeberg joue un rôle dans aucun programme sud-africain d'armements. (...) Nous pensons que (ce) réacteur sera pleinement contrôlé lorsqu'il aura reçu de France son combustible ».

A votre avis, une telle déclaration relève-t-elle de la naïveté ou de la malhonnêteté, lorsqu'on connaît tous les efforts actuels de l'Afrique du Sud pour développer son propre programme d'équipements militaires ?

Antitrust

## Namibie :

## VERS UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE ?

Au moment où la S.W.A.P.O. annonce une offensive générale en Namibie et où le sud de l'Angola subit une recrudescence de vols de reconnaissance sud africaine, M. Paulo Jorge ministre angolais des affaires étrangères, a appelé le groupe de contact occidental à intensifier ses efforts pour parvenir à un règlement négocié. A propos de dernière mission des « cinq » mois de mars dernier, et des propositions qui ont été faites par la S.W.A.P.O. et à l'Afrique du Sud sur le mode de scrutin de la future assemblée constituante, M. Jorge a déclaré qu'il attendait que le mouvement de libération de la

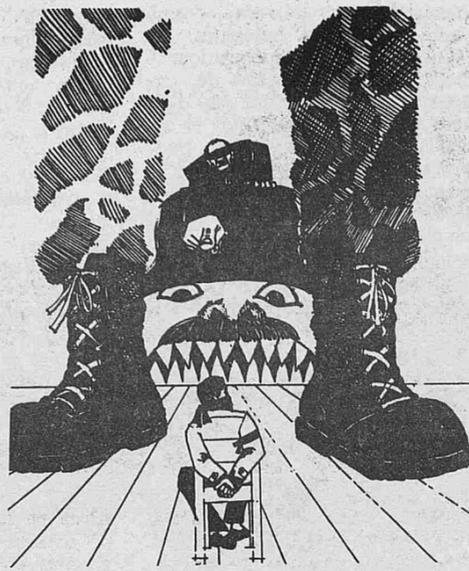
Namibie et les pays Africains du front les étudient. Il estime néanmoins que les nouvelles propositions ne « diffèrent pas tellement des premières ». Le groupe de contact avait proposé que la moitié de l'assemblée constituante soit élue à la proportionnelle et l'autre moitié par circonscription, solution qui tendait à favoriser les minorités. Face au refus de la S.W.A.P.O. et des pays du front, les « cinq » ont proposé que les électeurs votent une seule fois, mais que compte à la fois pour le candidat par circonscription et pour son parti à la proportionnelle. M. Jorge, a par ailleurs rappelé que

la S.W.A.P.O. et les pays du Front avaient, lors de leur rencontre à Lusaka, en janvier, marqué leurs préférences pour la proportionnelle. Il a ajouté « les cinq » se sont rencontrés à Bonn. Ce qui nous a semblé étrange c'est qu'à la suite de cette rencontre, deux mois se sont écoulés, deux mois perdus parce que les « cinq » ont préféré discuter avec nous au lieu de discuter avec l'Afrique du sud sur la base de nos propositions ».

Ceci fait suite à la récente rencontre de Luanda, qui il y a 15 jours a réunie les délégations du groupe de contact et de la S.W.A.P.O.



**Au cours du mois de mai, des élections législatives auront lieu en Indonésie. Le Golkar du président Suharto, auteur du coup d'état sanguinaire de 65, est assuré de la victoire. SF commence un dossier. Il n'a été possible que grâce à la participation d'un confrère indonésien, Omar Saïd, qui ne peut plus travailler dans son pays depuis 1965.**



Indonésie, dix-sept ans après le coup d'état

# L'ERUPTION VOLCANIQUE ?

L'Indonésie est le plus grand archipel du monde avec ses 13 700 îles couvrant une distance de 5 000 km d'est en ouest et trois fois et demi la superficie française. Son positionnement géographique au carrefour de l'Océan indien et Pacifique, entre l'Australie et l'Asie Continentale, fait cet immense archipel détenir une importante place stratégique régionale et mondiale.

Entre les différentes îles, la

pays. A partir de leurs indications, des décrets et des lois sont apparus pour faciliter l'entrée des capitaux étrangers et pour les protéger « d'ennuis possibles » de la part des ouvriers ou du reste de la population. Les arguments des dirigeants indonésiens vis à vis des multinationales sont de taille : stabilité politique, richesse naturelle abondante, salaire excessivement bas, législation anti-ouvrière... A partir de là, a été

français tente d'entrer dans la course au pillage comme le montre le voyage de JP Chevènement au début du mois d'avril à Djakarta.

Cette pénétration est si massive et si agressive qu'elle suscite un colère de plus en plus grande de la population et en particulier des étudiants. Ainsi, en 74, à l'occasion du voyage de Tanaka, premier ministre japonais, les étudiants avaient organisé de puissantes manifestations pour protester con-

domine le capital étranger avec une cinquantaine de sociétés pétrolières dont les contrats couvrent le quart de la surface totale du pays et où dominent de loin les américains. Avec une production qui a atteint en 81/82 1,59 millions de barils par jour, l'Indonésie est le huitième exportateur mondial de pétrole. Selon des estimations, 60 % des revenus de l'Etat et environ 70 % des devises étrangères proviendraient des exportations pétrolières.

Mais une politique est née de ce type d'exploitation pétrolière, optée par le pouvoir de Suharto. L'opposition s'appuyant sur les conclusions d'un universitaire américain, D' Herman Johannes, estime qu'au rythme actuel, les ressources indonésiennes seront épuisées en 1990. Face à cela, le gouvernement, préférant ne pas perdre son principal moyen de financement, a préféré démentir.

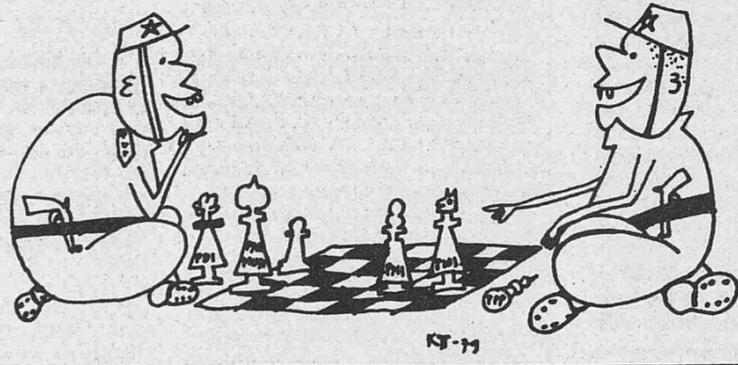
Seul lieu où l'Indonésie possède encore une industrie relativement indépendante, c'est au niveau du riz. Troisième production mondiale, avec une production annuelle de 406 millions de tonnes, il n'empêche que le peuple indonésien connaît des famines. Ceci est dû au fait qu'à l'image de l'ensemble du système économique et politique du pays, le riz est devenu une source de corruption et de manipulations dirigée par les autorités militaires.

En bilan, dix-sept ans après le coup d'Etat qui prétendait allier la « justice sociale et la prospérité », on peut dire comme le titrait un journal indonésien de Djakarta le Merdeka qu'on assiste à un « Progrès sans justice » et que « le système capitaliste, utilisé pour mener à bien le développement du pays, avec tous ses effets néfastes, doit être remplacé par un système socialiste de développement »

R. Constant

(1) Sous le qualificatif d'« Ordre Nouveau » se cache l'idéologie officielle des militaires au pouvoir depuis 1965.

La semaine prochaine : la situation sociale.



les militaires jouent avec les partis politique

population est inégalement répartie. La plus grande, Kalimantan (539 460 km<sup>2</sup>) n'a que six millions d'habitants alors que Sumatra (473 606 km<sup>2</sup>) regroupe 25 millions d'âmes. A l'intérieur des îles, la répartition est tout aussi inégale. A l'île Java, la densité varie de 650 à 5 000 habitants au km<sup>2</sup> dans la Capitale, Djakarta.

Avec 150 millions d'habitants, l'Indonésie est, par la population, le cinquième pays du monde. Et selon des estimations officielles, le plus grand pays de la planète car on y compterait 120 millions de musulmans qui coexisteraient aux côtés de minorités chrétiennes (8 % de la population) et hindouiste.

Au niveau économique, depuis 1967, soit quelques mois après le coup d'état, l'Ordre Nouveau (1) a confié le soin aux « technocrates », sortant pour la plupart d'universités américaines, de planifier la stratégie de développement du

suscité un véritable rush vers l'exploitation des richesses naturelles du pays par le capital étranger. Cette politique a livré l'Indonésie à un véritable pillage.

Car le capital étranger est aujourd'hui présent partout : textiles, mines, agriculture, tourisme, banques, pêche, travaux publics, chimie, électronique, pétrole...

Car la promotion gouvernementale a été un succès complet. En témoignent les chiffres de 1981, faisant la liste des principaux investisseurs : Japon (3 336 millions de dollars), Hongkong (890,9), Canada (863,3), USA (571,6), Hollande (320), Philippines (292,6), Australie (208,4), RFA (204,9), Suisse (144,6), Singapour (129,3). La France quant à elle occupe le quatorzième rang des investissements avec plus de dix projets totalisant 500 millions de francs (sur un total de 200 milliards de francs). Mais le gouvernement

le pillage du pays qui provoque la faillite de beaucoup d'industries et d'entreprises locales. Car le corollaire de cette mise en pâture de l'Indonésie par le capital étranger est la disparition de toute industrie nationale et le contrôle économique du pays par les puissances du monde occidental.

L'exemple le plus récent est celui des petites entreprises de Java-Ouest qui fabriquent des tuiles en terre. Environ 1 000 bouches sont en danger de faillite car des capitaux étrangers entendent prendre la place en utilisant un matériel de fabrication moderne. Autre exemple : sur 2 000 entreprises d'emballage qui occupaient en 69 des dizaines de milliers de travailleurs, il n'en reste plus que 24 !

Cette réalité économique catastrophique est jusqu'à présent camouflée par la grande richesse pétrolière de l'Indonésie. Là encore

## Maroc : La CDT autorisée.

La CDT, Confédération Démocratique du Travail, a reçu la semaine dernière l'autorisation officielle de réouvrir ses bureaux, fermés depuis les événements du 20/06/81. Le syndicat marocain, proche de l'USFP, va donc reprendre ses activités à la veille du procès de son secrétaire général, annoncé pour le 17 mai. Noubir Amaoui sera jugé en compagnie d'El Karchaoui, rédacteur en chef du quotidien « El Mouharrir » et de Me Karam, responsable de l'USFP.

## Sierra-Leone : campagne électorale troublée.

A l'occasion du vote pour la désignation des candidats aux élections législatives qui auront lieu le premier mai prochain, de violents affrontements auraient opposé des membres du parti unique « Congrès Populaire » et des opposants au régime qui protestent contre les conditions dans lesquelles vont se dérouler le scrutin. Selon certaines informations non confirmées, il y aurait eu cinquante morts à Port Loko. Pour l'opposition, ces élections seront la dernière chance d'un changement pacifique dans ce pays où M. Stevens, 77 ans, détient le pouvoir depuis plus de 17 ans.

## Haute-Volta : division syndicale

La grève de trois jours à laquelle avait appelé six syndicats affiliés à la Confédération Syndicale Voltaïque a connu un échec total dès le deuxième jour. Cet échec s'explique non pas dans les raisons du mouvement (abrogation d'une ordonnance anti-grève, demande de légalisation de la CSV et de la libération de son secrétaire général, Soumane Toure), mais à cause de la division syndicale (l'Organisation Voltaïque des Syndicats Libres, la Confédération Nationale des Travailleurs Voltaïques, l'Union Syndicale des Travailleurs Voltaïques n'avaient pas appelé à cesser le travail), de la mauvaise organisation du mouvement et de la fermeté du Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National qui refuse d'entendre parler de liberté syndicale depuis son installation au pouvoir.

## Centrafrique . arrestation dans les milieux « Patassistes »

Alors que se poursuit à Bangui des arrestations dans les milieux « patassistes » par les troupes du Général Koligba et que le leader du MPLC a enfin pu trouver un pays pour l'accueillir (le Togo), il semble qu'une grande partie de l'opposition centrafricaine se soit réfugiée au sud du Tchad où on a signalé la présence de l'ex-général Mbaikoua, un des trois instigateurs de la tentative de putsch du 3 mars. En revanche, l'autre ex-général Bosise demeure introuvable.

Il y a trois ans que le « *New Jewell Mouvement* » de M. Bishop renversait la dictature de Gairy et de ses « *mangousts* ». Depuis des réalisations importantes (gratuité de l'éducation, de la médecine, diversification des cultures, augmentations des exportations) ont été faites dans ce petit pays de 334 Km<sup>2</sup> et de 90 000 habitants.

Dans son discours de commémoration, M. Bishop a réaffirmé l'orientation anti-impérialiste de Grenade aux côtés de Cuba et du Nicaragua et a indiqué que l'objectif était plus que jamais de faire face au défi économique de l'Occident.

### Brésil :

Le Tribunal Militaire Suprême de Brasilia, s'est déclaré par six voix contre trois incompetent pour juger le dirigeant syndicaliste, Lula, qui avait été condamné par le juge militaire de Sao Paulo à trois ans et demi de prison, pour « *avoir incité les travailleurs à la désobéissance collective des lois* ». Il s'agit d'une défaite pour les ultras du régime qui voulaient par une condamnation rendre inéligible le dirigeant syndical.

### Bolivie :

La grève à laquelle avait appelé le syndicat illégal, la Confédération Ouvrière Bolivienne, a été grandement suivie en dépit des pressions militaires. Les deux dirigeants syndicaux qui avaient été arrêtés jeudi ont été libérés à la suite de la menace syndicale d'un ordre de grève général illimité.

### Guyana-Venezuela :

La polémique sur le tracé des frontières entre la Guyane et le Venezuela vient d'être relancé. Ce dernier pays réclame la région de l'« *Essequibo* » annexée par les anglais quand la Guyane était encore colonie britannique. Les autorités guyanaises ont déclaré que la défense de ce territoire devenait une nécessité suite au renforcement armé vénézuélien.

### Nicaragua :

Le quotidien officiel sandiniste a dénoncé la présence dans les eaux territoriales du Nicaragua de quatre bateaux de guerre américains. Il s'agirait selon Managua d'« *un nouveau progrès dans les préparatifs militaires interventionnistes menés actuellement par le gouvernement des USA* ». Ceci fait suite à la tentative de rapprochement amorcé la semaine dernière entre le Nicaragua et les USA.

### Petites Antilles :

le président américain est allé passer quelques jours de vacances dans le « *paradis* » antillais pour milliardaires, la Barbade. Il en a profité pour rencontrer les premiers ministres des gouvernements proaméricains de la région (Barbade, Dominique, Trinidad, Saint-Vincent) et attaqué le régime progressiste de Grenade, dirigé par M. Bishop. Les dirigeants antillais ont déclaré n'être pas entièrement satisfaits des propos présidentiels.

**Les derniers rebondissements diplomatiques qui ont eu lieu à l'occasion du conflit des îles malouines ont accru les difficultés américaines et renforcé sensiblement la position de l'Argentine.**

## Malouines

# LES AMERICAINS AU PIED DU MUR

D'une part, à une écrasante majorité, les états membres de l'Organisation des Etats Américains (OEA) se sont prononcés pour la convocation d'une réunion extraordinaire de l'organisation panaméricaine. Celle-ci réclamée par l'Argentine devrait avoir lieu le 26 avril. Il s'agit d'une défaite de la diplomatie de Washington qui voulait reporter cette réunion. En dépit de ses pressions, les USA n'ont rallié à leur point de vue que deux pays (Trinidad and Tobago, Colombie), alors que dix-huit pays soutenaient la demande de Buenos Aires. L'OEA créée au lendemain de la seconde guerre mondiale à l'initiative des USA avait servi jusqu'à présent d'organisme visant à justifier les interventions yankees dans la région (Cuba en 61, Saint-Domingue en 65...) Ainsi, c'est la première fois que l'Organisation prend aussi nettement position contre une démarche de l'Oncl Sam.

Les réticences américaines à la convocation d'une réunion extraordinaire de l'OEA s'explique par la crainte des USA que la demande argentine de mise en vigueur du Traité Inter-Américain d'Assistance Réciproque (TIAR) soit adoptée. Ce traité signé en 1949, prévoit qu'en cas d'attaque par un pays étranger à l'hémisphère d'un pays membre de l'OEA; tous les autres états membres devront lui apporter assistance au moins au niveau diplomatique et commercial (et éventuellement au niveau militaire). Ainsi, quitte à remettre en cause tout leur échafaudage diplomatique de

plusieurs décennies, les USA risquent de se mettre à dos tous les pays latino-américains y compris les régimes qui leur sont les plus proches. D'autant plus, que l'on a assisté ces derniers jours à une explosion de solidarité argentine dans la plupart des pays de l'Amérique du Sud. Au Brésil, Pérou, Bolivie,

Aires et Londres. Celle-ci qui a débuté dès les premiers du conflit avait échoué la semaine dernière. Mais à la fin du week-end dernier, le diplomate américain est retourné dans la capitale argentine pour tenter d'élaborer un compromis acceptable par Londres. Après plus de trente cinq heures de discussions,



des milliers de personnes se sont portées volontaires pour aller défendre la « *souveraineté américaine* » des îles malouines. Le seul espoir qui reste aux USA pour s'en sortir est d'obtenir de la réunion extraordinaire de l'OEA un délai à l'application du TIAR.

Autre point positif pour la position argentine : les résultats de la navette du Secrétaire d'Etat américain, A. Haig, entre Buenos-

aires et Londres. Celle-ci qui a débuté dès les premiers du conflit avait échoué la semaine dernière. Mais à la fin du week-end dernier, le diplomate américain est retourné dans la capitale argentine pour tenter d'élaborer un compromis acceptable par Londres. Après plus de trente cinq heures de discussions,

une solution fut mise sur pied. Solution dans laquelle la junte militaire argentine accepterait de retirer ses troupes et de discuter du problème de la souveraineté des îles Malouines dans le cadre de l'ONU. Ceci à la condition que la période de négociation ne dépasse pas le délai fixé au premier janvier 1983 et que pendant celui-ci, une administration conjointe entre la

Grande-Bretagne et l'Argentine siège à Port Stanley. Cette solution obtenue après les efforts américains a été rejetée par le gouvernement de M. Thatcher. Ce dernier estime que la proposition ne prend pas en compte le droit à l'autodétermination et les sentiments de la population britannique habitant aux Îles Malouines.

Ainsi, pour la première fois depuis le début du conflit, non seulement l'Argentine n'apparaît plus comme la partie intransigeante refusant un compromis, mais la diplomatie britannique a refusé une solution qui semblait bénéficier des bonnes grâces du Département d'Etat américain. Assis entre deux chaises, ce dernier devra finalement trancher dans un sens ou dans un autre. Il y a peu à douter qu'en cas de conflit armé, entre la solidarité « *américaine* » et la solidarité « *occidentale* » Washington choisira la seconde. Mais les USA ne veulent pas être acculés à ce choix qui en tout état de cause aurait des répercussions négatives pour son influence régionale et le rapport des forces mondiales.

En attendant, le gouvernement britannique a annoncé que son armada du XX<sup>e</sup> siècle continuait à se diriger vers les îles Malouines pour la défense de l'empire. Trois mille parachutistes ont rejoint les forces déjà mobilisées.

Du côté argentin, c'est toujours la mobilisation et dans une certaine mesure l'union nationale. Les « *Folles* » de la Plaza de Mayo, dans leur manifestation hebdomadaire de jeudi dernier, ont défilé avec des pancartes sur lesquelles étaient écrites tout à la fois « *Les Malouines sont argentines, nous les avons récupérées* », « *les disparus sont aussi argentins, nous voulons aussi les récupérer* ». Illustration du soutien que rencontre la junte à son action du 2 avril, et aussi de la clairvoyance de l'opposition argentine.

N'en déplaise aux donneurs de leçons d'une certaine gauche occidentale.

R. Constant



N. M.

## Salvador

# NEGOCIATIONS SUR FOND DE MASSACRE

Vendredi 16 avril, s'est réunie pour la première fois la nouvelle Assemblée Constituante salvadorienne. Dans un grand apparat, les soixante députés (24 démocrates-chrétiens et 36 de droite) ont reçu officiellement des mains du président du Conseil Electoral leur carte d'identité parlementaire. Mais au-delà de cet aspect protocolaire, la vie politique de la capitale est consacrée aux tractations entre la démocratie chrétienne (PDC) et les cinq partis de droite qui ont participé aux dernières élections. Car en dépit des trois semaines de négociations, aucun accord n'a pu aboutir pour la création d'un gouvernement d'union nationale.

Il a fallu que l'armée fasse à la fin de la semaine dernière un pressant et menaçant appel aux partis politiques officiels pour que ceux-ci reprennent leurs discussions. Depuis, aucune solution n'a été trouvée mais aussi bien le leader

d'extrême droite, le Major Roberto d'Aubuisson, que le secrétaire général de la DC, M. Julio Rey Prendes, se sont montrés optimistes. Il semble qu'à la suite des pressions américaines les partis de droite soient prêts à laisser une plus grande place que prévue aux démocrates-chrétiens au sein de la future coalition gouvernementale. S'il semble certain que le Président et le vice-président de l'état seront de droite, la DC pourrait disposer de trois ministres sur treize et des présidences de la Cour des Comptes, de Justice et du Conseil Electoral.

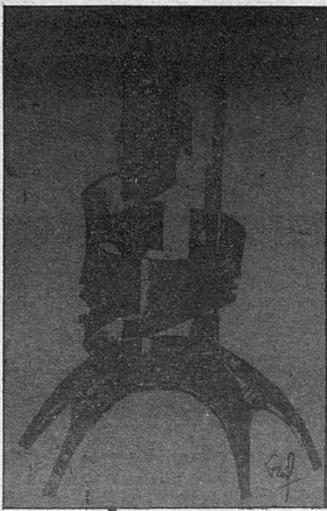
Mais cette reprise de la vie parlementaire ne peut estomper le fait que le Salvador est un pays en pleine guerre civile, que le tiers du territoire échappe au gouvernement officiel. A ce propos, dans les zones libérées, le Front Farubando Marti de Libération Nationale (FFMLN) organise avec la population qui lui est acquise,

une société parallèle où la réforme agraire, l'éducation et la médecine gratuite deviennent des réalités quotidiennes.

De son côté, l'armée officielle semble continuer ses exactions et ses crimes. Selon des informations confirmées par de nombreux journalistes, une centaine de soldats ont massacré la moitié de la population d'un village d'une centaine d'habitants se situant auprès d'El Divisadero. Le massacre des femmes, d'enfants, de vieillards aurait eu lieu dimanche F18 avril, à la suite d'un échange de coups de feu entre l'armée et les guerrilleros du FFMLN.

Au même moment où à San Salvador, les partis officiels discutaient de la constitution d'un « *gouvernement démocratique d'union nationale* ».

Quelle démocratie ? Et quelle nation ?



## Mémorial : Fanon et les Antilles

# SITUER POUR RESTITUER

Du 31 mars au 3 avril derniers, s'est déroulé à la Martinique, ce que tout le monde appelle désormais « *Le Mémorial* ». En effet, en décembre dernier, à l'initiative d'un groupe d'intellectuels martiniquais de pensée et de sensibilité diverses, un comité préparatoire à un mémorial Frantz Fanon s'était constitué et s'était donné pour projet de « *restituer Fanon à son peuple et de dire dans le même temps comment Fanon par son combat et l'importance de son oeuvre a apporté une contribution exceptionnelle à la théorie de la libération nationale* ».

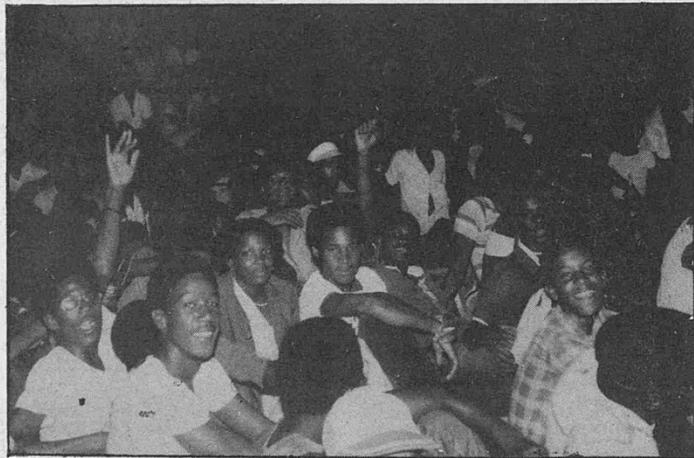
Durant quatre jours donc les intellectuels du monde entier sont venus à la Martinique témoigner de la vie de l'oeuvre et du combat de Fanon. Des témoignages de militants, de combattants, algériens en particulier sont venus dire aux Martiniquais l'importance de Fanon et la place qu'il a eu et qu'il continue d'avoir dans les mouvements révolutionnaires ou dans la prise de conscience d'intellectuels du monde et du tiers-monde.

De Grenade, de la Dominique, de Haïti, des Etats-Unis, d'Algérie, d'Allemagne, du Japon, de Hongrie, d'Angola, du Zaïre, des voix multiples se sont élevées pour faire de Frantz Fanon, cet Antillais engagé en Algérie, une étoile qui brille enfin dans le ciel politique antillais. Une étoile, c'est à dire un astre qui peut éclairer une réalité et non pas l'illuminer en un tour de mémorial. Cet événement sans précédent que constitue cette sorte de fête de l'esprit, cette kermesse intellectuelle s'accompagne d'un autre événement aussi important. Ce mémorial s'est présenté, et dans l'ensemble il l'a été, comme un événement national martiniquais.

On a reproché à ce mémorial de ne pas respecter son engagement de restituer Fanon au peuple martiniquais. Comme s'il pouvait y avoir un effet Fanon, et surtout comme si cet effet pouvait être mesurable en quelques jours.

Un des points fondamentaux de ce mémorial a été la réconciliation collective qu'il y a eu autour de Fanon et quoi qu'on en dise cet élément est aussi important que la fameuse restitution au peuple lui-même. Ce mémorial a été une occasion de rencontre pour les intellectuels antillais. C'est ainsi que durant les trois jours et encore plus au gala de clôture qui s'est déroulé sur la Savane au Forum Frantz Fanon, on ne comptait pas moins de cinq générations d'Antillais côte à côte. Retrouvailles importantes quand on sait que des Martiniquais qui vivent dans un pays de 1000 Km<sup>2</sup> et même dans une ville de 100 000 habitants ne se rencontrent jamais, et surtout ne discutent jamais ensemble de leur pays, de leur réalité. Et là comme en escalier sympathique on retrouvait René Ménénil, Marcel Manville, la génération des 35 ans comme An-

dré Lucrèce, Vincent Placoly, les moins de 30 ans chômeurs ou étudiants et les moins de 18 ans lycéens venus voir, écouter. Et puis il y avait aussi ceux de l'immigration, « *partie intégrante des peuples antillo-guyanais* ». Tous étaient là pour voir ceux qui ont fait l'histoire en 1930, 1940, 1960, ceux qui la font aujourd'hui et ceux qui la feront demain. Et là se pose une question qu'on ne peut éluder. On a parlé de rupture, on a lancé puis rattrapé ce mot comme une sorte de mascotte. A-t-il été analysé ? Car si on parle de rupture, c'est évidemment par rapport à la libération nationale donc par rapport à la construction d'une nation. Que signifie ce mot de rupture pour la Martinique de 1982 ? Quand on voit une homme comme Ménénil, un des premiers à avoir réfléchi sur notre réalité, on ne peut s'empêcher de penser que la rupture est précisément de prendre en compte pour une fois notre



Gala de clôture au Forum Frantz Fanon

histoire, de l'assumer, de l'analyser, de penser que nos pères ont posé les jalons de la libération, malgré les manques, malgré les erreurs peut-être. **Rompre ne signifie pas effacer.**

Inventer c'est en fait réinventer. Prôner la rupture pour la rupture n'aurait pas de sens, se serait une autre façon de ne pas être nous-mêmes, une occasion de plus de passer à côté de nous-mêmes, de notre expérience collective. Il s'agit précisément de contredire ceux qui pensent que nous n'avons pas d'histoire collective et que nous n'avons pas d'arrière pays de résistance.

On a aussi beaucoup galvaudé le mot restituer (il fallait restituer Fanon à son peuple) mais qui dit restituer dit aussi et surtout situer. Comment en effet restituer Fanon sans le situer historiquement.

Non pas comme l'a fait Juminer, recteur de l'Académie Antilles Guyane et ami de Fanon, lorsqu'il a déclaré : « *Au risque de décevoir, je dois à la vérité préciser qu'il ne nourrissait guère de sympathie pour les élites politiques locales des années 50. Elles le lui rendaient bien d'ailleurs et tout était bien ainsi* ». A la limite on peut affirmer que le problème n'est pas là. Il s'agit plutôt de voir pourquoi pendant trente ans, les partis politiques se réclamant du camp anticolonialiste n'ont pas pu ou voulu éclairer leurs luttes et leur avancée politiques à la lueur des écrits de Fanon et de son engagement en Algérie.

Les « théories » que développait Fanon pour la libération nationale étaient en contradiction avec les idéologies importées y compris celles (comme le marxisme) qui se présentait comme une solution occidentale pour résister à l'Occident. Autrement dit, les moyens de lutte et de résistance étaient proposés précisément par ceux qui avaient inventé l'oppression, la colonisation.

Comment dès lors répondre à l'exhortation de Fanon qui appelle à s'éloigner des voies tracées par l'Europe y compris celles qu'elle

propose pour une possible libération nationale.

Peut-être que la réactualisation de Fanon aux Antilles en 1982 correspond à la faillite de ces idéologies à travers le monde. Un autre piège à éviter dans ce qu'on pourrait nommer le « *resituage* » de Fanon c'est l'habitude de dire que Fanon est parti se battre en Algérie parce qu'il ne se passait rien aux Antilles, que les Antillais étaient « en retard » qu'il a préféré se battre ailleurs. Non, Fanon, sur place, en Algérie, a décidé de manière tout à fait naturelle vu ses opinions et son désir de liberté et de libération politique, de



Des voix multiples ...

s'engager aux côtés du FLN. Il y avait une situation explosive sur le terrain il a décidé de s'y plonger tout entier. Cela permet-il de décréter pour autant, et ce fut parfois le cas, que la Martinique « *ronflait et dormait* » pendant ce temps ? Et décembre 59 ? Et les grandes luttes du moment ? Et le Front Antillo-Guyanais ? Et là on peut reprendre pour la Martinique les deux phrases de Roland Thésaurus... « *Ce mémorial ne doit pas être un simple acte de recueillement mais l'occasion de faire le point sur un combat que nous avons entrepris il y a un quart de siècle pour mettre fin à notre situation de colonisés* », puis « *cette oeuvre (celle de Fanon) s'est voulue critique généralisée de la situation coloniale mais elle est aussi un instrument modulable en fonction de certains contextes de temps et de lieu* ».

Autre point qu'aura soulevé ce mémorial Fanon, c'est celui des intellectuels, et précisément celui des intellectuels antillais. Question capitale surtout lorsqu'on pense à l'anathème jeté sur le terme intellectuel sur cette fonction non seulement dans le monde, mais surtout dans le tiers-monde après ce que l'on peut appeler « *l'échec* » des luttes de libération et face au néocolonialisme. L'intellectuel antillais lui aussi a peu de son ombre, il a peur de s'assumer en tant que tel.

Il ne veut pas s'entendre dire « *Misié ce an intelcthouel* », c'est-à-dire quelqu'un qui ne connaît rien à la réalité.

Or précisément on n'a jamais vu de libération nationale se faire sans une participation minimum des intellectuels, sans théorisation de la lutte en cours ou passée.

Le problème est de savoir ce qu'est la tâche des intellectuels dans la lutte de libération nationale. D'où qu'il se place à l'école, à l'hôpital, dans son bureau d'études, dans son cabinet de médecin ou d'avocat, l'intellectuel doit réfléchir sur son rôle dans le système de colonisation et sur la manière dont il peut transformer ce rôle de complice du système

d'oppression, en un rôle positif pour le pays. Et la lecture de Fanon à ce propos est passionnante car elle est à deux niveaux, non seulement Fanon milite de manière strictement politique, mais encore et surtout il n'abandonne pas son métier de psychiatre, au contraire il le met au service de la lutte en soignant jusqu'au bout les patriotes algériens traumatisés par la guerre où les civils algériens que le système colonial avait déséquilibré.

Espérons qu'à la lecture et surtout à la discussion des écrits et des actes de Frantz Fanon, les apprentis intellectuels antillais qui sont aussi bien que le peuple lui-même, chargés pour les Antilles actuelles, et de manière nouvelle et originale, d'inventer une alchimie libératrice pour nos pays d'aujourd'hui et de demain, ne resteront pas d'une trop grande « *prudence* » par peur de l'aventure, par peur de faire sauter le laboratoire.

Il s'agit pour les Antilles de continuer à se construire. Pour tous de poursuivre cette tâche qui est de recueillir et de créer « *cette poétique de la Relation mondiale* » dont elles sont porteuses et qui à coup sûr existe déjà.

Aline N'Goala



Photos Aline N.



A l'écoute des traditions musicales

## La musique de l'Inde magique

**Plus que toute autre la musique traditionnelle de l'Inde qu'elle soit sacrée ou profane, a évolué en parfaite harmonie avec les conceptions philosophiques, métaphysiques, éthiques et rituelles qui fondent idéologiquement l'Hindouisme.**

C'est sans doute ce qui lui confère ce caractère extatique que l'on voit par exemple dans l'Islam se limiter aux cérémonies des confréries religieuses marginalisées et quelquefois tournées en dérision par l'opinion publique (ainsi le *Derwiche* est-il souvent l'objet en Egypte de calembours et de basses plaisanteries).

La musique indienne fait partie de l'univers ; elle a participé à la création du monde, elle ne peut en aucun cas rentrer en compétition avec le spirituel, cette angoisse propre aux *théologiens musulmans* et aux *Saint-Pères de l'Eglise Catholique*.

Le *Panthéon indien* se compose d'une multitude de dieux. Le créateur *Brahma*, le protecteur *Vishnou* et *Shiva*, Dieu de la danse et de la destruction, forment la trilogie de base à laquelle viennent se greffer de nombreux autres dieux comme *Sarasvati*, déesse de la sagesse, toujours représentée jouant de la *Vina*, et les *Gandharvas*, génies, anges et musiciens célestes.

Malgré 10 siècles de Bouddhisme, 7 siècles de domination musulmane et 2 siècles d'ingérence britannique, l'Hindouisme est resté la religion dominante de l'Inde grâce à la permanence des *Vedas*, textes sacrés dont les plus récents remontent à 2-7000 ans. Certains de ces textes sont des hymnes destinés à être chantés, écrits en vers, ce sont les plus vénérés et on leur confère

une valeur quasi-magique. A cela se joignent des textes descriptifs des différents rituels *domestiques* ou *culturels* et bien sûr, les *Upanishads* dont le sujet est plus spécifiquement métaphysique.

Le fondement de la musique indienne se trouve intimement lié aux hymnes des *Vedas*. Dans la mystique le corps tout entier de l'homme est relié à cette source sonore, exhubérante, dispensatrice de joie et de vitalité. Au ventre, tenu pour le lieu des réflexes organiques la musique voue les timbres, les intensités tonales, les mouvements.

Au thorax, siège conscient des humeurs et des plaisirs, des aversions et des désirs, elle accorde la mélodie.

Pour la tête, demeure de l'intelligence, est fait le rythme, qui est essence des choses.

On oppose généralement la musique classique et raffinée de l'Inde du Nord à celle du Sud plus rudimentaire bien que moins influencée par les grands empires arabes et mongols.

C'est à la musique classique de l'Inde du Nord que les artistes népalais : *Narendra Bataju* et *Krishna Govinda* ont consacré corps et âmes avec cette ferveur et cette obstination qui caractérisent les grands musiciens orientaux. *Narendra Bataju* est aveugle de naissance.

Très tôt un maître de *Khatmandou*, sa ville natale, l'initie au sitar. Dès cette époque, il fera la connaissance de *Krishna Govinda* et désormais, ils ne se quitteront plus. A dix ans, il part étudier au Conservatoire de *Lichnow* (où fut signé le pacte de l'indépendance de l'Inde en 1916) entre *Benares* et *Dehli* alors que son ami s'initie aux *tablas* à *Calcutta*. Après de brillantes études, ils devinrent eux-mêmes enseignants, donnant de nombreux concerts en Inde et au Népal, notamment pour la radio népalaise, chaque semaine de 1966 à 1972. Durant cette période, ils furent les musiciens attirés du roi du Népal participant aux cérémonies officielles. Puis vint l'émigration en France où ils sont installés depuis 10 ans déjà, participant avec une modestie exemplaire à des centaines de manifestations : concerts, festivals, radios, etc... Ils tournent, en 1978, le film *Sa Re Ga* (les trois

premières notes de la gamme indienne), visible à la cinémathèque de Beaubourg, qui décrit la structure de la musique indienne.

Le *Raga* résume l'essentiel du système musical hindou, il désigne à la fois sa structure et le mode utilisé, en cela, il se rapproche du *maqam* de l'Irak mais de loin car c'est une musique essentiellement improvisée. Le *Raga* se compose de deux parties distinctes : le *Alap* introduction purement mélodique et sans rythme dont la durée est très variable, et le *Tala* dont le principe est l'exposition d'un thème autour duquel on varie pour y revenir sans cesse et dans lequel le virtuose peut varier à l'infini doublant, triplant le rythme, créant une tension émotionnelle qui monte à son paroxysme si celui-ci est inspiré. Il y a un *Raga* propre à chaque sentiment, comme à chaque heure du jour à chaque saison. Il est inconcevable de ne pas suivre ces lois.

Si les logiciens et les mathématiciens indiens ont influencé les arabes, en revanche, c'est à ces derniers que l'on doit la modification et l'évolution de nombreux instruments actuels comme le *Sitar* qui serait une synthèse du *Setar* Iranien et de la *Vina*. Le *Sitar* ainsi que les *Tablas* auraient été créés par le persan légendaire *Amir Rosro*. Le *Sitar* est un luth à long manche muni d'une ou deux cales servant de caisses de résonance et placées à chaque extrémité ; il possède des frettes en métal réglables ; il comporte 4 cordes que l'on pince avec un ongle en métal, avec l'effet caractéristique de pouvoir monter le son en tirant sur la corde, ainsi que deux ou trois autres cordes jouées en bourdon et onze à treize cordes que l'on ne pince jamais mais qui résonnent par sympathie.

Les *Tablas* sont des percussions que l'on frappe avec tous les doigts de la main avec une virtuosité stupéfiante. Ils sont au nombre de deux : le gros, *Baya*, pour les sons graves, et le *Tabla* aigu pour les sons aigus. On peut faire vingt sons différents que l'on désigne par des onomatopées. On peut dire sans exagération que les *tablatistes* sont des maîtres incontestés du rythme autant en Orient qu'en Occident.

Julien Weiss

Discographie : Disque Ceto 751 sous l'égide d'Orstrom.

Sonodisc « *Le sitar et Surbahar* » de *Narendra Bataju*. ESP 165532.

Martin St Pierre

## Le corps et l'âme du tambour

Il n'y a pas d'objets, ni de matière avec lesquels il ne crée ou ne récrée « d'espace vital sonore ». Ce chaleureux et authentique « blanc nègre », né dans la pampa argentine, ancien « instit », « fou de son » s'est, depuis sa plus tendre enfance, plongé corps et âme dans les entrailles de la percussion : « *A Cuba, comme en Afrique, le tambour ne commence à vivre qu'après avoir reçu une âme. Le tambour, c'est l'homme* ».

C'est simple ! Il bat comme il respire, pourrait-on dire. Quand on sait, quand on sent qu'il bat au rythme des pulsations de son cœur, on peut-être sûr qu'il respire à pleine vie.

Entre lui et l'instrument, c'est le chant à l'unisson, un hymne à la communication. Emouvantes, ces relations quasi-filiales qui se tissent entre Martin St Pierre et son tambour : « *le lien, avoue-t-il, entre la peau du tambour et moi est si intense que le tambour semble faire partie de mon corps* ». L'entente entre l'homme et l'objet est plus que jamais ferme et sans retour. Plus rien ne peut les séparer. Nous entrons alors en transe.

De cet instrument « barbare », isolé, mis à l'écart et qui, pour certaines sociétés, secrète un mystérieux pouvoir, Martin St Pierre en a fait un instrument à part entière, lui a donné une nouvelle vocation, une nouvelle orientation, plus actuelle, en ressuscitant les fureurs de la vie et les palpitations de la nature.

Il a fallu, pour mener à bien cette captivante démarche, plusieurs années de recherches, beaucoup

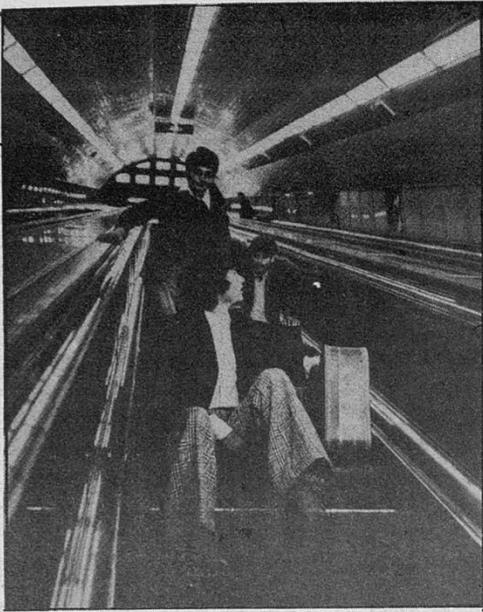
voyager, rencontrer d'autres cultures, suivre méticuleusement les traces que l'histoire du « *tam-tam* » a laissé derrière lui, se livrer à une profonde « *radioscopie* » de la percussion.

Il est argentin, blanc, mais à travers le tambour, Martin St Pierre se veut être le trait d'union entre l'Amérique Latine et l'Afrique et veut en faire un instrument universel, extraterritorial, car « *avec le tambour, plus question de frontières, de différence de couleurs, de race ou de religion* ». D'ailleurs, en Afrique, M. St Pierre n'est pas un étranger. C'est tout juste si on ne le confond pas avec un autochtone ; au point que R.F.I. lui a demandé de composer une série de musiques de génériques destinées aux émissions de radio en Afrique. Un disque devrait en être tiré.

Animé d'une remarquable sérénité, pour ne pas dire sagesse exemplaire, le percussionniste argentin continue à faire partager sa vibrante passion là où il se trouve. Dans le cadre de l'hommage qui sera rendu à l'écrivain argentin Alejo Carpentier, il donnera deux concerts : le jeudi 29 avril à 18h30 au Studio 105 de la Maison de la Radio (116, ave du Pt Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>) et jeudi 6 mai à 20h30 au Théâtre du Rond-Point, Cie Renaud-Barrault (Ave Franklin Roosevelt Paris 8<sup>e</sup>) où il accompagnera la comédienne antillaise M.C. Benoist dans une lecture extraite du premier livre d'A. Carpentier : « *Ecu Yamba'o* » (Editions Gallimard).

Bernard Koch





« Gyuri » de Pal Schiffer

Un « Nord » relativement proche pour ce Sicilien parti travailler à Turin où le suit Ettore Scola dans « Voyage au Fiat-Nam-Parfois, rendez vous lointain où la nostalgie prend le visage de la mort comme le suggère Johan Bergen strahle dans son film « je m'appelle Stéllios ». Poitiers fut donc un programme riche et varié où l'accent était mis sur les caractères systématiques de l'exil.

Un exil physique, un voyage moral dans une autre culture comme dans Gyuri du cinéaste Pal Schiffer s'attachant à nous décrire la quête de travail d'un tzigane à Budapest. Un exil aux relents de nostalgie. Les « Pionniers » en Amérique du Sud furent aussi des « immigrés au sens où ils pensaient revenir dans leur pays d'origine, Gayjin, film brésilien est la chronique d'une communauté japonaise partie s'embaucher dans les plantations de café au début du siècle. Elle finira par se disloquer et se fondre dans le melting-pot brésilien. Si l'Amérique du nord, celle qui fit le grand voyage sans retour, était présente grâce aux documentaires très émouvants de Martin Scorsese sur sa famille d'origine italienne d'autres Américains exilés sur leurs propres terres prennent vie grâce à la caméra d'Arthur Lamothe : Les Indiens du Canada de plus en plus relégués vers le grand nord.

En huit jours ont défilées des images nées du choc de deux

thème. Certains diront même qu'il s'agit d'un fourre tout ? Les migrations ont de tout temps existé, mais pendant des siècles, elles furent d'ordre conquérant où conséquence de défaite guerrière. Sûrement n'eurent elles ce caractère aussi organisé et solitaire, car aujourd'hui le départ apparaît comme un choix individuel et provient toujours des mêmes régions. Le Maghrébin, le Turc part seul, tout au plus avec quelques membres de sa famille. Son aventure est solitaire et en même temps collective, d'où peut-être cette même détresse et cette quête de tendresse qui se retrouvent dans presque tous les films.

Images de départ, images de lutes, images d'incompréhension, image où le rire fait mal, à force de servir de garde fou aux angoisses qui se logent au creux de l'estomac. Images aux confins de l'absurde ainsi cette scène de Paim et Chocolat où des clandestins italiens travaillant à l'abattage des poulets vivent dans un poulailler aménagé ? Sevrés d'oeufs et de plumes ils finissent à ressembler aux stupides volatiles.

Les premières journées cinématographiques (St-Séverin Paris) ayant porté sur l'immigration en France le Maghrébin était très peu présent à Poitiers, si ce n'est par le film de Zemmouri « Prends dix mille balles et casses



Chronique des Indiens du Nord-Est du Québec de A. Lamothe

cultures, celles de deux modes de vie, le monde rural, et celui industrialisé basé sur la consommation - monde où les néons, les lumières de la ville n'éclairaient que des solitudes et l'indifférence - thème rabachée ? Mis bout à bout, on suffoque. Mais où est la tendresse dans tout cela ? Il doit bien exister un chemin pour aller vers l'autre. Comment se comprendre quand l'absence de communication l'emporte sur les préjugés. Gyuri le jeune Tzigane et ses interlocuteurs ne se comprennent pas, malgré la langue commune car les références culturelles sont différentes : Tout comme dans la fresque qu'est Palermo de Werner Shoeter s'affrontent le baroque allemand et le lyrisme italien dans un dialogue de sourd.

Etait-ce donc un pari si téméraire d'organiser des journées sur ce

toi ». Une fiction sur laquelle les avis sont très partagés mais qui avait le mérite de détendre l'atmosphère parce que délibérément comique, mais aussi par son ciel bleu. En effet, on manquait beaucoup de soleil dans l'ensemble des films comme si les immigrés les cachaient jalousement au fond d'eux même sous les ciels plombés des usines. Et puis arrivons à un fait important : ce fut l'un des films qui fit le plus d'entrées.

Un rendez-vous était manqué à Poitiers : celui avec le public - arrive donc l'heure des bilans -. Des rencontres sur ce thème sont elles inopportunes, le public était-il mal informé ; pourtant celui-ci était présent en foule lors des festivités d'inauguration en présence de Monsieur François Autain (Secrétaire d'Etat aux Immigrés) au Toit du monde vieille demeure

## Poitiers : Rendez-vous avec l'incompréhension

**Poitiers : l'exil était au rendez-vous avec l'incompréhension. la Grèce, la Turquie, La Méditerranée toute entière s'engouffrait dans le nord industrialisé.**

d'époque restaurée en centre d'accueil pour les migrants de la région.

Alors ? Erreur des différents organisateurs ; le théâtre de Poitiers connu pourtant pour son dynamisme, qui a sous-estimé l'aridité du thème. Erreur de CinémAction très peu maître du terrain. Faux débat et très mauvaise pente. Poitiers est la seule ville ayant pris l'initiative de cette manifestation mérite sans mesure, car ces journées se devaient d'avoir lieu pour continuer d'exister... mais peut être sous une autre forme..., en posant le problème en d'autres termes.

Faut-il concevoir des journées cinématographiques sur ce thème en direction d'un public indifférencié. Amiens diront certains ; c'est oublier le réseau des militants du MRAP et leur travail permanent sur le terrain. C'est oublier de militantisme et la cinéphilie.

L'intérêt pour un film est d'être distribué et vu. C'est le but des différents « marchés du film ». Les relais avec les spectateurs sont dans ce cas les distributeurs. Pourquoi ne pas concevoir ici d'autres relais : les différents animateurs qui travaillent avec l'immigration ou dans le cadre des échanges interculturels. On peut envisager le projet d'un festival réunissant le maximum d'animateurs intéressés par le thème qui pourraient par la suite



Photo Kamel Dridi

M. Autain en compagnie du Maire de Poitiers.

répercuter leur expérience. Cette demande existe, nombre d'initiatives locales sont désorientées malgré leur bonne volonté : quels films programmer, où les trouver, quels critères utiliser en fonction du public - question mille fois entendue -.

A Poitiers ce thème a été abordé timidement lors du colloque Immigration et audio visuel sous l'égide du CIEMM.

Malheureusement le colloque se situait en fin de parcours des journées cinématographiques et réunissait très peu d'animateurs essentiellement Parisiens. Pourquoi ne pas amplifier cette

initiative comme amorce des prochaines journées.

Ni stage de perfectionnement social ni stage de ciné-club les prochaines rencontres se doivent d'être un lieu d'échange entre les spectateurs et les cinéastes concernés. L'Immigration est un thème à part entière du cinéma. Poitiers était un Pari... auquel le cinéaste Paul Schaefer répond : « Dans ce festival, mon film Gyuri perd son exotisme, il est à sa place ».

Bachiri Khédidja.

L'ensemble des films inédits commercialement ont été présentés dans le numéro 56 de Sans-Frontière.

## Cent films portugais à Beaubourg

Le Centre Georges Pompidou a programmé pour ce printemps une grande manifestation consacrée au cinéma portugais. Elle comprendra d'une part une exposition (salle d'animation), une très importante rétrospective du cinéma portugais des origines à nos jours - une centaine de films environ - et la publication d'un livre sur le cinéma portugais dans la collection « Cinéma Pluriel » (édition du Centre et des Ed. de l'Equerre).

A l'occasion du passage de leurs films, plusieurs metteurs-en-scènes portugais seront présents : Felipe Rocha, M. de Oliveria, Rui Simoes, Lauro Antonio, A. Pedro Vasconcelos, Fonseca e Costa et Paulo Rocha.

Dans la réalisation de cette importante initiative, le Centre G. Pompidou a compté avec la

collaboration de l'Institut Portugais du Cinéma, la Cinémathèque Portugaise et la Fondation Gulbenkian. Elle mérite le plus grand soutien, car le cinéma portugais est extrêmement mal connu et mal distribué en France, malgré la présence de presque un million de portugais dans l'hexagone. Nous espérons que ces films restent en France de façon à être présentés, à travers les circuits culturels, dans des conditions plus favorables aux travailleurs immigrés.

Voici les prochaines séances de la rétrospective :

Une sélection de 35 courts et longs métrages documentaires regroupe la production des cinquante dernières années au Portugal, autour de réalisateurs tels que Manuel de Oliveira, Rui

Simoes, Antonio Reis, Fernando Lopes, António Campos, Luis Felipe Rocha.

Des premiers films muets des années 30 jusqu'aux nombreux documents nés après la Révolution des oeillets, cette programmation permet de revoir des classiques et de découvrir des exclusivités. Documents ethnographiques, films de montage, analyses historiques, témoignages sociologiques, portraits d'artistes, essais poétiques, cinéma direct ou document fiction, films d'auteurs ou films d'intervention, les différentes tendances du documentaire portugais se retrouveront pendant ces cinq jours, reflétant l'histoire et les multiples facettes de ce pays.

D. Lacerda

Vendredi 23 avril 1982

CULTURE

cinéma

Made in USA

# « Reds » ou la révolution d'Octobre

**Peu de films firent couler autant d'encre avant d'être présentés au public. De longs articles envahirent la presse parisienne, apportant de nombreux renseignements sur la personnalité du réalisateur Warren Beatty, sur les conditions du tournage, et sur le film.**

Aussi, dès sa parution à Paris de longues files d'attente montrèrent l'intérêt d'un public qui dix jours plus tard se fit de plus en plus rare. 37 millions de dollars, trois oscars celui du meilleur réalisateur, de la meilleure prise de vue et du meilleur second rôle féminin.

Rien d'étonnant à cela quand on sait que Warren Beatty est milliardaire et qu'il a pu obtenir pour la photo la collaboration de Vittorio Storaro, chef opérateur d'« Apocalypse now » et des films de Bertolucci ; ainsi que des prestations d'acteurs dont la réputation n'est plus à faire : Diane Keaton, Jack Nicholson, Paul Survino, Maureen Stapleton et tant d'autres.

Pour cette super production hollywoodienne qui de 120 heures

mes de talent ne pouvaient que donner un produit de qualité. C'est un film bien fait que l'on prend plaisir à regarder, mais qui nous laisse insatisfaits car il y a une chose qui lui manque, c'est le génie. Sa forme, des plus traditionnelle, n'apporte rien de neuf au 7<sup>e</sup> art. Nul soucis d'innovation dans ce domaine, seul compte le récit que Warren Beatty veut mettre en image : la vie de John Reed, journaliste américain, correspondant de guerre, témoin de la révolution Mexicaine (dont il est fait à peine allusion dans le film), et de la révolution d'octobre, auteur de « Dix jours qui ébranlèrent le monde » et le seul américain avec Bill Haywood à être enterré au Kremlin.

C'est un « Love Story » sur fond de révolution qu'on nous offre. La priorité est sans conteste donnée à l'histoire d'amour tumultueuse du héros et de Louise Bryant, jeune femme journaliste et féministe qui l'accompagnera à New-York et en Russie. L'intrigue amoureuse supporte tout le film, est sa raison d'être.

Moins de dix minutes sur une heure trente sont consacrées dans la première partie, qui se situe aux USA, au mouvement ouvrier américain et au meeting du parti socialiste. Ce n'est qu'à travers les discussions des personnages que nous avons de manière très superficielle quelques renseignements sur les problèmes politiques du moment. Par contre nous sommes amplement renseignés sur les problèmes du couple : scènes, réconciliations, aventures amoureuses, promenades romantiques au bord de la mer, soirées

etc... Regard nostalgique sur les années 20, âge d'or des intellectuels.

La deuxième partie s'ouvre sur la guerre et ses atrocités, images chocs conventionnelles. Puis c'est la révolution d'octobre, avec ses mouvements de foule, ses meetings sur fond d'internationale. Hommage rendu au grand cinéaste russe Eisenstein : une foule s'avance dans la nuit sous un ciel balayé par des projecteurs et investit le palais d'Hiver.

De retour aux USA on assiste à la scission du PS, à la naissance des deux partis communistes américains et à la chasse aux communistes étrangers qui sont expulsés manu-militaris. Après l'euphorie révolutionnaire et l'enthousiasme des intellectuels c'est la désillusion, la fin du rêve.

C'est là que le film perd toute crédibilité faisant tenir à ses personnages des propos qu'en 1920, ils ne pouvaient pas encore tenir : c'est du stalinisme avant l'heure qui nous est ici montré à travers le personnage de Zinoviev.

Le voyage à Bakou sera l'occasion de renouer avec une tradition bien américaine : le Western. L'attaque du train par les russes blancs, Jack courant dans la poussière sous la mitraille, c'est du Sergio Leone ou « Il était une fois la révolution ».

Enfin, après cette longue échappée dans l'histoire d'où la romance n'est jamais absente, on assiste à la quête de Louise à travers la Finlande et la Russie, aux retrouvailles sur le quai de gare et à la mort du héros. Sans pour autant éprouver la moindre émotion.

Quel intérêt un tel film peut-il avoir ? Dans l'Amérique de Reagan, il permet sans doute de rendre populaire la gauche américaine des années 20, et de donner de la révolution russe une image sympathique tout en discréditant totalement le communisme, c'est encore et toujours malgré tout de l'anti-soviétisme. En Europe et en France sa distribution ne peut qu'enrichir les producteurs, les exploitants et qu'accréditer la thèse américaine selon laquelle l'Amérique est le pays des libertés qui peut se permettre de faire un film sur la révolution d'Octobre. Le peuple russe y est admirable mais son système met en danger l'individu. Le communisme y est montré comme une utopie soutenue par une minorité d'intellectuels marginaux qu'il ne faut pas prendre au sérieux.

En sortant de la salle j'avais le sentiment pénible d'avoir pris plaisir à voir un film dont les mécanismes semblaient pouvoir échapper à l'analyse. Je crois fort heureusement devant le peu d'engouement qu'il suscite dix jours après sa parution, que le public ne s'est pas laissé berné.

Arlette Casas Arab



fut ramenée à 3h15, on reconstitua la Russie en Finlande et l'Asie centrale en Espagne.

Tant de moyens et tant d'hom-

entre amis de Greenwich Village avec ambiance sombre autour des discussions anarchisantes et soirées cotillons-danses,



PAR  
PEIRA  
CAVA

## Nestor Burma détective de choc

de Jean-Luc Miesch, avec Michel Serrault, Jane Birkin, Guy Marchand, Alain Baschung, Pierre Arditi.

Thriller à la française, dit-on ? Ils sont fous, ces mecs. Ce film n'a de thriller que son titre, et encore ! Un nom pareil, ça ne fait pas sérieux. D'ailleurs, ce n'est pas un film sérieux, et ceci de par la grâce et la volonté de Jean-Luc Miesch, et également de Michel Serrault qui a dû jouer un peu comme il l'entendait. Et Serrault, pendant une heure quarante, il n'arrête pas de déconner, mais de la déconographie comme je l'aime, au second degré et un peu intello ; du Pierre Dac, en somme. Avec Guy Marchand qui lui donne merveilleusement la réplique, qu'est-ce qu'ils ont dû se marrer, les deux lascars !

C'est un bout-à-bout de séquences désopilantes n'ayant aucun lien les unes avec les autres. Et ceci à la grande fureur de l'auteur et de l'inventeur de Nestor Burma, qui,



lui, aurait aimé que le réalisateur fasse dans le sérieux et prenne Yves Montand comme vedette. Manque de pot, Serrault n'a rien à foutre des films policiers, en général et de cette aventure en particulier. Et je trouve que c'est très bien ainsi et que le résultat est excellent.

La séquence dans la limousine où, affublé d'un nez rouge de clown, il disserte avec Jane Birkin sur les vertus d'un hamburger et de la moutarde à la groseille, est un des meilleurs morceaux de cinéma comique que j'aie eu l'occasion de voir. Et puisqu'on en est au rayon gastronomique, croyez-moi sur parole, le reste non plus n'est pas à piquer des frites.



## L'Etoile du Nord

de Pierre Granier-Deferre, avec Simone Signoret, Philippe Noiret, Fanny Cottençon, Julie Jezequel, Jean Rougerie...

Il est des moments privilégiés dans mes rencontres avec le cinéma : des moments de charme, d'émotion, d'enthousiasme, de passion et de nostalgie. « L'Etoile du Nord » a su recréer cette atmosphère des années trente, donnant plus de poids encore aux personnages du roman de Georges Simenon : « Le locataire », dont il est

l'adaptation cinématographique. Comment ne pas être séduit par l'évocation de l'Egypte, entre-filée ça et là au gré de la narration d'Edouard. En quelques plans, Pierre Granier-Deferre nous décrit la vie de toute une époque, celle d'Edouard Binet et du monde qu'il s'est créé au pays des pharaons, lien étrange entre le film et le roman où l'auteur suggère, nous laissant colorer le

récit de notre imaginaire.

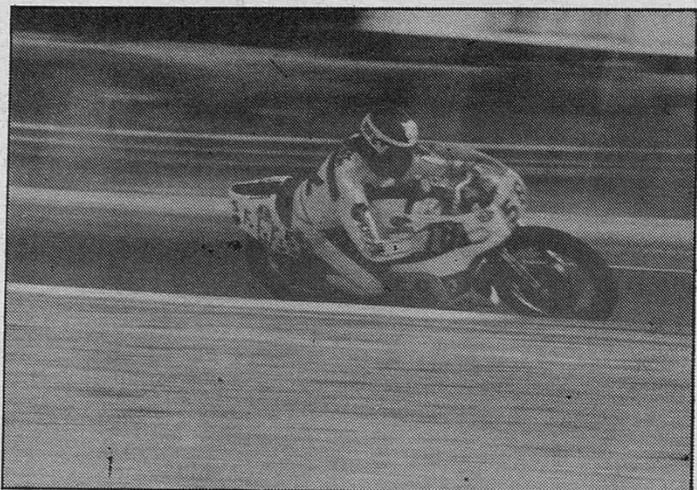
Qui mieux que Signoret aurait pu incarner le personnage de Louise ; elle fera les mêmes gestes qu'elle a fait dans « La veuve Couderc », offrant à Noiret cette fois-ci, une issue salutaire ; lui n'ira pas plus loin, il est vrai qu'il n'a pas les jambes de Delon.

Eternel recommencement ponctué aussi par le personnage de Noiret (on n'a pas oublié « Coup de Torchon » : « Un homme bafoué », même mobile).

J'ai aimé le choix des seconds rôles, en particulier celui d'Antoinette (Béatrice Edo toute crachée) ainsi que celui qu'interprète Fanny Cottençon qui joue ici au naturel.

Dans cet univers clos de la pension de famille des Baron, les intimes sont des étrangers, seul le passé donne une aura. C'est au passé que naît l'idyle de Louise et Edouard. Celle-ci aime son avenir. Il restera son souvenir. Ce film en porte une partie.

Carmelo Portelli, par intérim



**Dans tous les sports, ou presque, un homme ou une équipe représentait les nations Arabes, avec succès souvent mais il restait un bastion, un foyer de résistance : « Les sports mécaniques ».**

Une tâche difficile que d'accéder aux sommets de ce sport (auto ou moto) pour des hommes issus de pays dits « sous développés ». Pays où il n'y a pas encore si longtemps le seul moyen de locomotion restait l'animal. Pourtant un homme a réussi, ce que personne n'attendait : accéder au podium.

Cet homme c'est Hassaine Mansour, une jeune algérien de 26 ans, deuxième d'une famille de six enfants, il arrive en France en 1955. Il attendra jusqu'en 1973 que le virus de la moto le ronger à tel point qu'il prendra la route. Il descendra même en Algérie avec une machine japonaise. Badi (c'est le surnom que lui a donné son père), se lance dans la compétition en 1978, avec une petite cylindrée, une 125 cm<sup>3</sup> Honda monocylindre de série. Il participera cette année là au challenge Honda, challenge qu'il refait l'année suivante. En 1980, il tentera le championnat de France en 250 cm<sup>3</sup>. Il rencontrera beaucoup de difficultés durant cette période, mais pas de découragement pour Badi, il aime la moto, il arrivera à faire quelque chose. Il avait raison, et l'année 1981 verra la récompense de ses efforts. En effet cette année là il fait l'acquisition d'une moto de compétition une vraie de celles qui coûtent si cher (65 000 Frs environ). Sa moto sera une 125 M.B.A, une machine Italienne compétitive dans sa catégorie Badi est heureux, il va pouvoir montrer ce qu'il sait faire. Il le montrera effectivement en remportant la plupart des courses comptant pour le championnat de France, championnat où il terminera premier vous avez bien lu un Algérien champion de France moto.

Mais il y a un mais et un mais de taille, un des concurrents français déposera une plainte, Badi n'est pas français il ne peut être champion. Il sera déclassé, il aura beau se renseigner, crier donner des arguments rien n'y fera.

Une question nous vient à l'esprit : Pourquoi l'avoir laissé courir alors ? Oui pourquoi ? Allez savoir ce qui se passe dans la tête des organisateurs ! Pourtant ce sont ces derniers qui le laisseront participer au grand prix de France 1981, mais en tant que Français. Badi malgré sa moto défaillante

arrachera le quatorzième temps aux essais, juste pour lui permettre de participer à la course elle-même durant cette dernière il fera le quatrième meilleur temps.

Depuis c'est la galère, triste dilemme pour Badi, prendre la nationalité française ou tenter autre chose. Il optera pour la deuxième solution, il essaiera de participer au championnat du monde en tant qu'algérien. D'abord après plusieurs démarches dont un déplacement en Algérie, il obtiendra sa licence Algérienne, mais ce sera tout. Aucune aide financière, à croire que les Algériens ne croient pas en sa réussite. Ils ont tort, Badi a prouvé qu'il pouvait prétendre à une place sur le podium du championnat du monde. La fédération algérienne de moto, n'a pas vraiment de structures, étant donné qu'en Algérie la compétition moto se résume en quelques courses de tout-terrain et le fameux tour d'Algérie. Pourtant Badi demandera quand même une aide, un soutien financier bien sûr, mais aussi au niveau de la fédération internationale de motocyclisme (F.I.M.). Dans cette dernière, les organisateurs font ce qu'ils veulent. Il manque au sein de cette fédération des lois ou bien un règlement très strict, qui obligerait ces organisateurs à engager tous les coureurs susceptibles de l'être et non pas seulement les quelques élus de l'année précédente, ou les motards pas toujours très bons du pays



*Le nouveau virus de la « 2ème génération »*

# BECANE QUAND TU NOUS TIENS

organisateur. Tout cela pour vous dire que sans un soutien de la fédération algérienne, il sera très difficile à Badi de trouver un engagement. De plus le silence des algériens quand au soutien financier plonge Badi dans de gros problèmes d'argent. Il est obligé d'acheter une moto d'occasion, et comme un fait exprès elle marche mal, malgré le prix assez élevé pour les néophytes que nous sommes, (32 000 frs).

C'est pourtant avec cette dernière qu'il participera aux championnats d'Europe et de France, qui se sont déroulés les 9.10. et 11 avril derniers sur le circuit du Castelet. Pour y participer il aura recours à une pétition signée par tous les autres coureurs. Il obtiendra le droit de courir, mais la moto le lâchera. Il donne des chiffres pour nous permettre de comprendre :

**BADI :** Une moto comme la mienne bien réglée monte à 225 km/h en ligne droite, mais celle que j'ai achetée se traîne à 167 km/h maximum.

**S.F. :** Mais alors comment fais-tu pour rester parmi les meilleurs malgré cette différence ?

**BADI :** Je prends un maximum de risques dans les virages et les chicanes.

**S.F. :** Peux-tu nous donner quelques précisions sur ce que coûte une course environ ?

**BADI :** Il est difficile de donner un chiffre exact mais il est bon de savoir que l'engagement coûte 100 frs, plus une cotisation de 500 frs par an, mais ce n'est pas cela le plus cher. Il faut pratiquement refaire le moteur après chaque séance d'essais et bien évidemment, après chaque course, il faut savoir aussi que j'use environ trois trains de pneus par course, environ 2 500 frs.

**S.F. :** As-tu un mécanicien qui te fait la préparation de ton moteur et ta mise au point ?



Hassaine Mansour, dit Badi, sur sa Curey

**BADI :** Non, je n'ai pas de mécano, mais j'ai mon frère Djamel qui m'aide à la préparation de la moto, il est très compétent, et j'en suis content. Quant à la mise au point, je préfère la faire moi-même cela m'évite de ruminer durant la course (le moteur est-il bon, vais-je serrer etc. ?) j'ai plus confiance si tu préfères.

**S.F. :** Qu'est-ce qui te fait le plus plaisir en course ?

**BADI :** Le premier des plaisirs, c'est quand je gagne bien sûr, je suis content, j'ai droit à la bise, mais je prends surtout mon pied quand les autres pilotes me demandent comment je fais, puisque malgré leurs motos meilleures que la mienne, je reste le plus fort.

**S.F. :** Tu as participé aux 24 heures de moto du Mans cette année comment cela s'est-il déroulé pour toi ?

**BADI :** Je courrais sur une moto entièrement française, cette dernière la Curey du nom de son créateur avait un moteur de G.S. Citroën. Je n'ai eu que des embêtements avec cette moto avant de partir d'ailleurs, pendant la course nous n'avons effectué qu'une soixantaine de tours en douze heures environ. Il faut ajouter que Citroën ne s'est pas mouillé dans cette course, il n'avait donné aucune aide, que ce soit financière ou technique.

**S.F. :** Il faut pourtant signaler que c'est un peu grâce à cette moto que nous t'avons connu, la télévision ayant fait un petit reportage sur la Curey, et de ce

*fait un peu sur toi aussi. Remonteras-tu un jour sur cette dernière*

**BADI :** Si Citroën veut mettre de l'argent dans cette moto pour qu'elle soit compétitive, j'accepterais sinon, tu comprendras que je ne peux pas. Il faut signaler que j'ai perdu de l'argent avec les 24 heures pendant que d'autres en gagnaient.

Encore et toujours ce problème, l'argent, pourtant Badi est ambitieux, s'il trouve les sommes nécessaires pour payer les frais qu'entraîne une participation au championnat du monde, il espère terminer dans les trois premiers. Son grand rêve est la plus haute marche du podium mais il a déjà raté une course le grand prix d'Argentine. Les organisateurs Argentins, malgré trois quarts d'heures de discussion téléphonique (aux frais de Badi), n'ont pas accepté sa candidature. De plus Badi n'a toujours pas reçu de réponse d'Autriche où il avait demandé un engagement pour le grand prix qui s'y déroulera le premier mai. Et au-dessus de tous ces problèmes il y a toujours la moto qui ne va pas.

Ses espoirs s'amenuisent chaque jour, plus le temps passe plus les chances de finir dans les premiers s'effritent. C'est triste, vraiment triste.

Plus que la performance humaine, il faut voir cette barrière qui tombe. Un Arabe peut courir à moto, mais surtout il peut gagner, être le premier en cela, il faut en remercier Hassaine Mansour.

Malek et Hocine

## sorties

### MUSIK

Pierre Bernard, Jean Loup Gratton le 23 à 20h30 au théâtre Athevain (Jazz)

LITTLE BOB STORY : Le 23 à l'école Centrale

FRANCOIS TUSQUES QUINTET : à 20h30 au Dunois

CARLOS SANTOS : Le 23 au théâtre musical à l'American Center à 21heures.

NEWTONE EXPERIENCE : A la MJC à 21h à Corbeil Essonnes le 23 avril.

HERVE BOURDE, GOLEM QUINTET : à l'Athevains à 20h30

ART BLÁKEY, BETTY CARTER, MANU DIBANGO : Nuit de Jazz au Centre J. Prévert à 21heures à Joinville le Pon le 24 avril.

Le 24 à Bagnolet. ART ZOYD.

MARTIAL SOLAL BIG BAND AU CAC à 20h45 à Corbeil Essonnes.

THE JAM : Le 29 avril au Pavillon Baltard à Nogent/S/Seine à 20h30.

NINA SIMMONE : Triomphe de nouveau jusqu'au 1er mai à 20h30 au Palais des Glaces, 37, rue du fbg du Temple. Paris 11è. Tél : 607 49 93.

FAWZI EL HADI : à Argenteuil le 24 avril à 20h30, Salle Maurice Sochon, rue Yves Farges. Tél : 965 25 29.

Toujours à Argenteuil mais sous un chapiteau le 30 avril : SHMOLL fera un tabac à 20h45 avous avez deviné, c'est notre Eddy Mitchell national.

Vendredi 23 avril. La Souris Déglinguée à Bergerac. Jacques Higelon à Dijon

(Palais des Sports). Jethro Tull à Cambrai (Palais des Grottes).

LUCERNAIRE FORUM : 53, rue notre dame des champs - 75006 Paris. Tél 222 26 50. au théâtre noir tous les soirs à 18h30 L'île des esclaves de Marivaux mise en scène de Ikmet Isen. jusqu'au 4 mai.

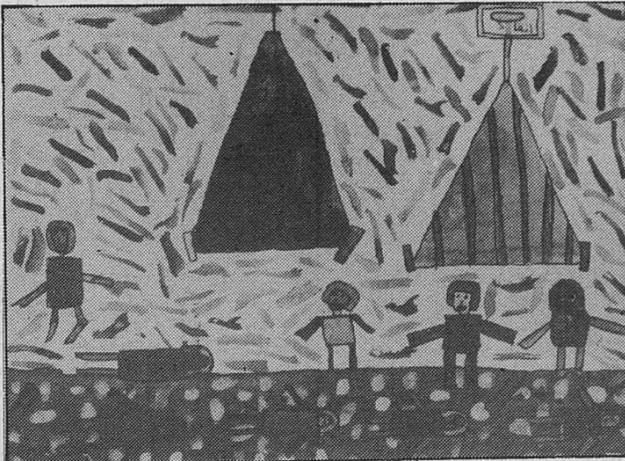
Cela bouge du côté de l'Océan Indien ! Après de longues années de silence, les artistes et intellectuels de cette région s'organisent, tentent de se regrouper pour former des associations actives afin de multiplier leurs interventions et revendiquer, comme il se doit, leur identité culturelle.

Ex : Le groupe musical du Réunionnais Francis Fourquet, Jacaranda qui est la fusion des peuples de l'Océan Indien à Paris, la mosaïque d'expression d'aujourd'hui et d'hier, propose une soirée exceptionnelle au théâtre Noir (23, rue des Cendriers. Paris 20è. Tél 797 85 14) le mardi 27 avril à 20h30.

FANFA SAKOU Griotte, malienne/poétesse et musicien donc, sera accompagnée d'un musicien et d'un danseur pour le récital qu'elle offre pour sa part le 24 avril à 15 heures. (toujours à Picpus).

NASS EL GHIWANE : La musique de Transes à Montpellier samedi 24 avril à 20h30 9 LA SALLE Molière, soirée organisée par l'ASTM et dimanche 25 à 15 heures au Palais des Congrès à Béziers.

CHARIFF ALAOUI : Au Théâtre 23 av. du Général Leclerc à la Courneuve à 20h30 le 25 avril.



L'organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (Alesco) organise en coopération avec l'atelier des enfants du centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou, une exposition de dessins d'enfants arabes. Cette expo se tiendra du 22 avril au 6 juin dans les salles du centre à Paris.

MEMORIAL FRANTZ FANON : Soirée dansante au Palais des Glaces - 37, rue du Fbg du Temple - Paris 10ème. le 9 mai 1982 de 10h à 24 heures.

- Pour être davantage informé(e) à propos de cette manifestation

- Pour passer une soirée agréable le samedi 24 avril 1982 de 20 heures à l'aube au Relais Ménilmontant - 75020 Paris - 85 bis rue Ménilmontant (métro Ménilmontant).

ESPACE 4 NIVEAU-4 AU FORUM DES HALLES : Le Monde à Paris dans les écoles. Débat public samedi 24 avril à partir de 14 heures.

Langue + culture d'origine, comment le tiers-monde est perçu à travers les manuels scolaires - quelles perspectives, quel avenir ?

au Théâtre Petit Forum. Le 25 avril : coordination de Femmes Noires : un spectacle de danse et poésie.

Pour tous renseignements, tél. 797 18 81.

Dans le cadre d'un stage de formation d'animateurs d'associations étrangère organisé par l'ICEI, le groupe de stagiaires (maghrébins et portugais) a conçu et réalisé un spectacle qu'il donnera samedi 24 avril à 15 heures au Club de Créteil. M° université Créteil (tél : 899 75 40). Titre du spectacle « Mie Ki Donk à voie la pomme ».

L'ASSOCIATION ABEL : vous propose une nuit de cinéma musical le 23 avril à 21 heures « Bob Marley Life » film sur un concert public de Bob Marley avec ses chansons les plus célèbres.

A 23 H : « Rocky Horror Picture Show » film musical rock sur un fon d'horreur. L'histoire se déroule dans un château avec la violence et des excruciations.

A la salle des fêtes de la Verrière, pour tous renseignements. Tél 062 78 62 ou 062 70 15.

HOMMAGE A ALEJO CARPENTIER :

Mardi 27 à 17heures : Centre Culturel du Mexique « Carpentier, de sa jeunesse à la Havane, à la musique populaire cubaine.

Mercredi 28 à 17heures : Centre Culturel du Mexique. Interview B. Pivot à Apostrophes.

18 heures : Présentation de Carmen Vazquez « Travailler avec A. Carpentier ».

Jeudi 29 à 19heures : Centre Georges Pompidou, lecture de « l'apprenti Sorcière » par le groupe Aleph.

20h30 : Lecture de textes par Jean Topart. Table ronde avec la participation de Jean D'Ormesson. Floez Olea (Ambassadeur du Mexique). Sévero Sardouy et Antonio Saura.

Jeudi 6 mai à 20h30 : Une soirée avec Alejo Carpentier : Evocation de l'écrivain par J.L. Barrault.

Création musicale autour d'Ecue-Yamba'o premier livre de l'écrivain Argentin (1933) par Martin St-Pierre

CONTRE L'APPARTEID LE 23 avril à 20heures au 6 bld St-Michel. Film + débat organisé par le Mouvement anti-Apartheid et la Ligue des droits de l'homme.

MAISON D'OUTRE MER : Galerie d'Art vous convie samedi 8 mai à partir de 18 heures au vernissage à l'occasion de l'exposition comprenant abat-jours, paravents et toiles de la collection de IDE BANGUILLOT BORDY avec la participation de Jocelyne Huguot. 67, Bld de Clichy. Paris. Tél : 526 27 00.

### ANNONCES

Etudiant en 3ème cycle, faisant une recherche sur les jeunes et l'emploi en France, aimerait rencontrer Algériens nés en France e'n situation de travail ou ayant déjà travaillé, également jeunes français de milieux populaires, sur Paris ou banlieux pour des entretiens.

Merci de téléphoner au 346 60 08 à partir de 19h30 et demander Moncef.

COMEDIE ! COMEDIE ! La troupe Nedjma recherche comédienne pour la saison prochaine. Contact Nedjma 3 rue de Stalingrad. 93310 le Pré St. Gervais. Tél. 845 86 69.

STAGE DE DANSES AFRICAINES : Animés par RAFA - des ballets lembe et de percussions africaines animées par H. Bauzzine, aura lieu le samedi 8 et le dimanche 9 mai à St-Lubin - 100 Km de Paris près de Dreux - confort et grand parc assurés. Début du stage samedi - 18 h.

Départ et rendez vous à Suresnes - Coût du stage : 280 FF - Hébergement compris. Inscriptions nécessaires à l'avance - Renseignements Tél : 506 13 10. Centre Léo Lagrange - 43 Bld M. Sellier - Suresnes - 92150.

ALPHATIS-MAGHREBIN Organise du 1er au 13 juillet 1982 une session intensive d'arabe dialectal Maghrébin à Paris 18ème. 60 heures de cours. Tous niveaux. Participation : 700 F (1 500 F pour les entreprises). Cours visant particulièrement les travailleurs sociaux, militants d'association, futurs coopérants, époux(es) de maghrébins... Renseignements et inscriptions : envoyer une enveloppe timbrée à votre adresse à « Alphatis-Maghrébins » - 27, rue de Chartres - 75018 - Paris.

L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS

ALGERIENS : Recherche des groupes - théâtre - musique... Pour un gala de solidarité le 2 mai à la Maison du peuple à Clichy, au profit d'un Centre Culturel arabe - Pour tous renseignements. Tél 222 81 64.

Une nouvelle émission sur Radio Soleil - Ménilmontant consacré à l'apprentissage des langues africaines. Toute personnes intéressées à ces cours - écrire à Patience Radio Soleil - 85 bis rue Ménilmontant - 75020 Paris. L'équipe, des africains qui animeront cette émission éditeront un livre de cours, comme support à leurs émissions...

## Mots croisés

### de Hartmann

Solution grille n° 47

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| A | Y | Y | U | B | I | D | E | S |    |
| B | O | A |   | A | N |   | L | U | C  |
| B | U | T | O | R | A | A | R | E |    |
| E | S | A |   | I | F | F | E | L |    |
| S | G | R | A | F | F | I | T | E |    |
| C | O | A | L | I | S | E | S |   |    |
| L | U | M | E | N |   | R | U | T |    |
| I | F | T | E | R | M | I | N | E |    |
| V | I | L | S |   | A | I | D | A |    |
| E | A | U |   | F | U | R | E | U | R  |

grille n° 48

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |

HORIZONTELEMENT :

1. Capitale Africaine.
2. Marque le début.
3. Subalterne. - Partie ternie.
4. Ville Allemande. - Lasse.
5. Peu de chose. - Ventilés.
6. Jaunisse. - Dans.
7. Fleuve français. - Songes.
8. Sudiste vaincu. - Our. - Paresseux.
9. Abandons.
10. Elimé. - Prince troyen.

VERTICALEMENT :

1. Etat africain.
2. Hostile.
3. Chien courant. - Touché.
4. Ruisselets. - Ver marin.
5. Fils de pandion. - Note. - Personnel.
6. Aperçu. - Lésion de la peau.
7. Impératrice d'Orient. - Lac américain.
8. Ames des morts. - Pronom.
9. Avec art. - Ongulé.
10. Troublées. - Ville italienne.

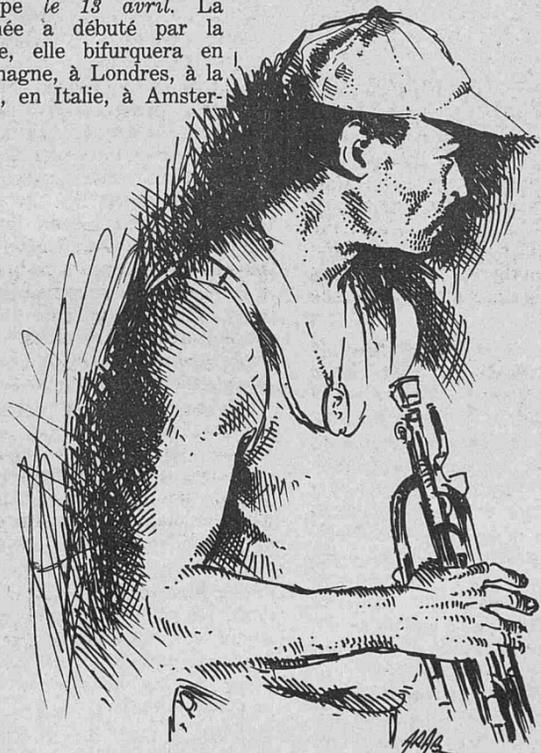


Jacaranda : musique des peuples de l'Océan Indien à Paris

Le 27 avril à 20h30 au théâtre Noir.

MILES DAVIS : Et son fabuleux quintet accompagné d'un merveilleux percussionniste antillais, Mino Cinélu ont débarqué en Europe le 13 avril. La tournée a débuté par la Suède, elle bifurquera en Allemagne, à Londres, à la Haye, en Italie, à Amster-

Miles Davis lancera ses leurs obliques. Jusqu'en 1955, les noms qu'on trouve auprès du sien sont ceux qui ont illustré tous les



dam et finira à Paris le 2 et 3 mai. Miles n'était pas venu en France depuis plus de 15 ans.

C'est au sein de petits groupes que la trompette de

changements du jazz de l'après guerre : Parker en personne et parmi les autres saxophonistes, Lee Konitz, Jacques Mc-Lean, Lucky Thompson, Sonny Rollins...

Bennie Green et J.J. Johnson pour les trombones, les pianistes John Lewiz, Horace Sylven et Monk ; Kenny Clarke, Art Blakey ou Max Roach à la batterie. Ensuite ses quintettes ou sextettes verront se déployer l'envergure de Coltrane et Connoball Aberley, l'une et l'autre soutenues par une section rythmique à côté d'un grand contrebassiste, Paul Chamber et d'un grand batteur Philly Joe Jones. Deux remarquables pianistes ont joué avec Miles, Red Garland et plus brièvement Bill Evans auxquels succèdera Wynton Kelly. Avec de new musiciens dont le plus âgé est le saxophoniste Wayne Shorter et le plus jeune, le batteur Tony Williams, Davis passera progressivement d'une sorte de seconde et lyrique maturité à sa phase la plus aventureuse. Complété par le bassiste Ron Carter et par le pianiste Herbie Hancock, le groupe sera l'un des incubateurs d'une tendance dont le terme générique jazz rock ne recouvre qu'une part des aspects très complexes. Cette tendance connaîtra un succès. Alors un conseil, ne ratez pas ce concert exceptionnel le 2 et 3 mai au Châtelet à Paris. Le son de la trompette de Miles atteint toujours une apothéose fantastique.

# Désenchantement national

Aujourd'hui peut-on renvoyer dos à dos l'univers colonial, méprisé, haï, l'antimonde décrit par Frantz Fanon, l'anti-histoire, et la nation née de l'indépendance comme métaphore de la régénérescence, alchimie socio-politique de libération ? Peut-on continuer à dresser comme par le passé ces réalités l'une contre l'autre comme si aucune durée ne les avait traversées, figées dans un jaillissement sans usure ? La fraîcheur de la symbolique nationale a-t-elle été épargnée par le temps ?

Tout le monde sait qu'entre hier et aujourd'hui de nouvelles aliénations sont nées. Mais lesquelles ? Pourquoi quelque chose pèse-t-il encore sur nous de manière indistincte et féroce ? Qu'est-ce que le néo-colonialisme ? Qu'est-il apparu d'autre, d'insaisissable, depuis l'indépendance ? Pourquoi cette immense impuissance de notre conscience sociale devant l'absence de liberté et de démocratie ? Pourquoi la démocratie n'est-elle pas née avec l'indépendance ? Pourquoi le nationalisme, l'anticolonialisme n'ont-ils pas concrétisé une force de liberté ? Pourquoi notre univers politique national est-il devenu si fermé, si écrasant ?

Un échec, une dégradation sont produits, mais où, et par quels détours ? Si je regarde en arrière, je vois le colonialisme dans sa précision et sa clarté. Lorsque Fanon le décrit comme une « mort atmosphérique », c'est bien parce qu'il a la force de l'évidence et qu'il crée un face à face, une confrontation nue. « Dans le même temps où l'homme colonisé s'arc-boute et rejette l'oppression, il se produit en lui un bouleversement si radical qu'il rend impossible et scandaleuse toute tentative de maintenir le régime colonial ».

De cette confrontation surgit la dialectique nationale violente de la vie et de la mort, la bourrasque épique de la révolution nationale, ce que Fanon appelait « la prodigieuse effervescence », « la sainte et colossale énergie », « la fécondité impatiente de la révolution », « la pédagogie révolutionnaire », etc... (1). Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? La percée nationale de la transparence révolutionnaire a perdu sa transparence. L'éblouissement est mort.

Quelque chose se masque sans cesse pour nous, c'est la nouvelle identité de l'oppression. Elle n'est plus la même que le passé, elle est même et autre. L'absence de liberté qui caractérise l'indépendance doit être aujourd'hui interrogée, car elle contient cette terrible contradiction : l'instance qui m'a libérée est bien celle qui me domine aujourd'hui, et tout en me dominant elle me rassure, elle protège ma nouvelle appartenance nationale contre l'écrasement néo-colonial.

Cette ambiguïté sur laquelle je reviendrai assez longuement est un dédale monstrueux. Comment s'y frayer un chemin ? Chaque fois que je dénonce l'instance nationale, je peux dire que d'une certaine manière je me suicide, car quelle pourrait être, dès lors, mon arme de défense contre la puissance occidentale ?

La conscience nationale a abouti après sa genèse à l'indépendance ;

*Un livre qui « interroge » certainement.*

*Un « désanchanteur ». Il était temps. La génération issue de la décolonisation ne s'arrête pas.*

*Depuis qu'on est « libre » et « indépendant » de se cacher et de se poser des questions.*

*Un livre d'une jeune tunisienne, « citoyenne » de la décolonisation qui paraîtra au mois de mai aux éditions Maspéro, vient remplir un vide immense. Nous en publions ici des extraits en deux parties, en bonnes feuilles afin de le présenter à nos lecteurs et afin que chacun arrête de tourner « tout seul », pour essayer enfin de « tourner ensemble ».*

sa finalité a été consommée symboliquement dans la victoire politique. Ici, une autre histoire s'est ouverte pour la conscience nationale, par laquelle se reconvertit l'oppression, la nature de l'oppression (coloniale) que la conscience nationale exorcisait. Par quels mécanismes inattendus ? La permanence de l'aliénation n'est pas une duplication de l'occupation coloniale, quelque chose comme son prolongement vibratoire. La dépendance néo-coloniale ne détermine pas tout l'espace politique que nous vivons...

...Ce caractère diffus et impressionniste de l'oppression, qui ne peut plus être qualifié de la même manière que l'était l'occupation historique, est aussi insaisissable aujourd'hui qu'un état d'âme. L'oppression n'est plus localisée à l'extérieur de nous. Etant moins localisée directement, elle apparaît comme plus inquiétante et plus étendue. Il n'y a plus deux réalités, coloniale et nationale, qui s'affrontent, mais deux réalités qui se chevauchent. Les forces qui les animent l'une et l'autre ne sont plus réellement antithétiques. La conscience nationale n'a plus l'aptitude d'une parole claire, car elle découvre avec stupeur sa nouvelle complexité.

Que la vie nationale recrée à l'insu du sentiment anticolonial lui-même un nouvel encerclement est une vérité que je découvre peu à peu avec angoisse et que je voudrais refuser. Bien plus, ce refus lui-même prend sa source dans des passions et des élans qui sont les emblèmes (apparemment irréfutables) du nouveau nationalisme d'Etat, du discours nationalitaire, dont surgit un nouvel état d'oppression. Je me trouve ainsi dans une paralysie intellectuelle totale. Ces emblèmes que sont l'identité culturelle, la spécificité, l'entité nationale ont subi une métamorphose qui ne permet plus de les assimiler à des forces de résistance.

L'indépendance nationale ne joue pas une deuxième représentation du pouvoir colonial. L'échec de l'indépendance n'est pas seulement dans l'adhérence coloniale de sa pratique politique. Même le mot de « néo-colonialisme » perd aujourd'hui de sa signification et de sa virulence. « Néocolonialisme » ne fait qu'exprimer une réalité redondante, et l'indépendance n'est pas une redondance. Car dans ce cas elle n'aurait qu'une valeur inconsistante, presque dérisoire, qui en masque la gravité.

La difficulté est de distinguer ce qui est résidu de la colonisation de

ce qui ne l'est pas. Mais aborder le problème sous cet angle est peut-être une impasse, car ni l'élément colonial ni l'élément national ne peuvent être séparables sur une ligne de succession linéaire. Ils forment ensemble quelque chose d'original et de surprenant. L'indépendance nationale a formé, sur des bases déjà fortement compromises (la société infirme de la colonisation), un nouveau statut de la domination politique. Quel est ce statut ? Est-il entièrement déterminé par les séquelles historiques de la colonisation, par le démon en sourdine de la colonisation masquée ? L'homme politique chez nous, tout en affirmant sa victoire, continue de se percevoir dans le déterminisme du magma colonial : C'est comme s'il avait onqui sa liberté tout en la niant, en la laissant être happée par l'atavisme historique. Elle affleure sans qu'il puisse la voir et la saisir car pour lui elle est recouverte d'un engourdissement séculaire. Mais, si la conscience nationale est parvenue à rompre cet engourdissement, comment se fait-il qu'elle ne puisse pas maintenir la force de son éveil ? Comment se fait-il que le héros politique continue de vivre encore sa propre mort, un gouffre intérieur qu'il ne parvient pas à combler ? Dire que l'oppression n'a pas cessé, ce n'est pas dire qu'elle se répète, mais qu'elle se réinvente. Mais il faut alors admettre que c'est dans la représentation nationale elle-même, et en dépit de sa thématique anticolonialiste, que

s'organisent de nouvelles aliénations. L'expérience d'une telle vérité a quelque chose de « l'extrême possible » dont parle Georges Bataille.

L'indépendance nous a libérés d'une domination mais nous fait entrer dans une autre domination. Celle-ci fait irruption de manière inattendue et déroutante. Certes elle n'est pas dégagée de toute causalité mais elle a quelque chose d'autonome. Elle met en place un dispositif insolite, dans une certaine mesure non déterminé. Elle renverse un monde ancien, qui est aussi celui de l'exploitation coloniale. Elle a donc introduit une rupture libre qui s'est incarnée dans la réalité de l'état national...

...Elle laisse surgir ce nouveau sujet historique sur la scène politique, qui va développer sa propre logique. Il est une réponse radicale à la colonisation, mais lui-même devient une nouvelle question. Est-il seulement victime historique ou produit-également son propre système d'oppression ?

La rupture de l'indépendance nationale délivre d'un pouvoir et simultanément en constitue un autre qui n'est pas seulement une substitution, mais qui réaménage toute la commande politique. En refusant cette responsabilité qui pourtant objectivement est la sienne, l'homme politique national cherche constamment à se disculper de ses échecs postérieurs à la libération.

Je tente vainement, je l'avoue, d'imaginer ce que pourrait être aujourd'hui un portrait du décolonisé, version révisée du modèle mis au point par Albert Memmi. Mais la créature nationale que je croise n'est pas la duplication du colonisé, une ombre portant le masque fatigué du colonisé. Ce masque a vieilli et derrière son contour abstrait on peut lire le vrai visage, fraîchement meurtri, du citoyen national...

...La dimension nationale se développe selon des lois

qui lui sont propres, dans la représentation elle-même et dans la constitution autonome, avec sa bureaucratie, d'une culture politique particulière. Cette vérité est constamment brouillée par les analyses sur le sous-développement et les nouvelles formes d'impérialisme économique. Il semble pourtant qu'à la violence répercutée du monde industriel que l'on subit par procuration s'est superposée une autre violence qui croît de manière interne, sous notre responsabilité.

L'idéologie nationale qui s'est identifiée à l'appareil de pouvoir lui-même garderait-elle malgré cela une force révolutionnaire intacte que n'aurait pas déformée la

panoplie qui l'incarne aujourd'hui, telle que la centralisation, le parti, la propagande, etc..., paysage banal de la décolonisation ? Elle n'est plus une aspiration mais un code et une dynamique d'appareil.

Cette métamorphose factuelle (et c'est là que réside la difficulté) se double d'une fonction idéologique permanente contre la dépendance néo-coloniale. Il y a là un dilemme : comment résister à la puissance économique sans construire un Etat fort et contraignant ? Et comment, malgré cette force, éviter que ne se dégrade le rapport avec les concitoyens, les sans-pouvoir, et la réflexion politique proprement dite. La question politique, née au cœur de la période coloniale, meurt dans la décolonisation. Le nationalisme prend dans la dynamique de sa défense les outils d'un écrasement de sa démocratie.

Mais le résultat est doublement négatif, puisque le renforcement de l'Etat national après l'indépendance ne l'a pas réellement libéré de la dépendance économique. Ne s'est pas relâchée non plus son intolérance politique vis-à-vis de sa propre société malgré quelques accommodations de surface. Il y a une fuite en avant dans le contrôle politique, qui détruit le caractère libérateur du nationalisme. Le rempart contre l'extérieur est aussi un étouffement intérieur. L'idéologie nationale produit dans sa dynamique de résistance une dynamique d'oppression. Mais celle-ci reste voilée par la mémoire de la lutte historique et la fascination qu'elle exerce sur sa société. Elle donne une cohérence qui lui sert de garde-fou contre le spectre de l'assimilation occidentale mais qui paralyse le jeu social lui-même. Sa valeur compensatoire s'annule en happant les aspects les plus inquiétants de l'organisation moderne et de l'uniformisation des consciences. Elle construit son opposition par la médiation d'une figure identique.

L'état national n'est pas pour relais de l'impérialisme. Il est beaucoup moins car l'impérialisme n'a pas que la bureaucratie locale pour créer les moyens de sa présence : celle-ci est planétaire, une manifestation de la civilisation et du monde moderne, et elle surgit de manière universelle avec ou sans l'aide d'Etats subalternes. Mais l'Etat national est beaucoup plus car il veut monopoliser cette modernité, l'inscrire à son compte, et la produire dans son intérêt. Il est une entité, un bloc qui nous conduit de sa propre initiative.

Le caractère imprévu de ce phénomène ne peut pas être assimilé à un archaïsme hérité de la colonisation. Face à lui, on est privé d'instrument d'analyse et il supposerait pour être élucidé, ou tout au moins cerné, que l'on se libère de la fascination nationalitaire. Cette compréhension intellectuelle appelle peut-être une révolution affective. Mais, pour que celle-ci n'apparaisse pas comme un reniement de soi, il faudra au préalable reconnaître que le pouvoir national a élaboré dans sa conservation et dans le ciment de l'idéologie tous les éléments qui composent sa cruauté.

*Désenchantement National. Essai sur la décolonisation par Hélé Béji. Editions Maspéro. 47 F.*

**A suivre la semaine prochaine.**

